

La célébration du 64e anniversaire de la victoire sur l'Allemagne nazie nous a donné l'occasion de se rappeler que Staline a été le principal agent de la victoire.

ÉDITORIAL:

Une mauvaise compréhension de la crise actuelle apporte de l'eau au moulin du révisionnisme.



«C'est triste que si peu de camarades soient en mesure d'étudier en profondeur les bouleversements actuels qui sont d'une importance capitale pour le développement de la lutte de classe. Il faudra certainement que la crise passe par là pour réveiller des éléments nouveaux : toujours cette histoire de retard de la conscience. Pour l'instant seules quelques poignées de camarades comprennent ce qui est en train de se passer. En effet, si nous pouvons expliquer ce qui se passe et les conséquences pour le futur proche, alors il nous sera plus aisé de démontrer que c'étaient les communistes 'staliniens' qui avaient raison... Et alors, on pourra amener les travailleurs à adopter

des positions révolutionnaires.»
Vincent Gouysse

Aussi est-il important de faire notre part, dans notre édition française de NSC, en essayant de vous présenter les meilleurs textes pour vous aider à clarifier les points essentiels, pour aider à affronter sur des bases saines la propagande des révisionnistes et de tous ceux qui entravent l'unification du mouvement ouvrier même de ceux se réclamant du marxisme-léninisme.

Seule une conviction solide est apte aussi à supporter le débat. La vérité surgit de la confrontation des idées et de l'échange des points de vue. C'est pourquoi je me permets de critiquer certains textes d'estimés camarades de l'édition anglaise de NSC. Ces critiques restent fraternelles et faites entre camarades sincères.

Pour gagner la confiance de nos lecteurs, de nos membres et de tous ceux qui veulent s'engager dans notre lutte, il est nécessaire de comprendre ce qui se passe et d'expliquer ce qui nous attend. « Il est vital de prévoir scientifiquement les grands axes de l'évolution de la crise économique actuelle. » (V.G.)

De nombreux militants, quoique de bonne foi, font depuis des années une propagande qui ne sert pas l'intérêt du mouvement révolutionnaire. Pour la majorité d'entre eux, ce n'est pas le système capitaliste qui est mis en cause, ce

sont des financiers ou ignorants ou malhonnêtes, déformant ainsi de manière vulgaire la conception matérialiste de l'histoire. Il ne s'agit plus de faire la révolution, mais de réformer le système.

On ignore ou on oublie les enseignements précieux de Lénine. Dans « Impérialisme, stade suprême du capitalisme » il écrit : le développement inégal des pays capitalistes, conduit à une lutte forcenée pour un nouveau partage du monde.

Les articles du camarade Vincent Gouysse présentés dans notre édition française de NSC nous offrent des données d'une précision remarquable sur les différents rythmes de développement du capitalisme et du capital financier dans l'ensemble de l'économie mondiale. On peut ainsi constater qu'aujourd'hui c'est la fin de l'impérialisme américain comme première puissance mondiale, et la montée inexorable de l'impérialisme chinois comme première puissance mondiale changement de leadership mondial. Déjà en mars, la principale agence de presse américaine reconnaissait:

« La Chine est la seule économie importante au monde qui continue de croître avec force. »

Ça, il faut se le rappeler lorsqu'on veut analyser et comprendre la situation actuelle.

Dr Adélar Paquin



<http://www.communisme-bolchevisme.net>

Page complémentaire de l'étude Impérialisme et anti-impérialisme – V.G.

Perspectives 2009 : le système mondial de l'impérialisme au bord du chaos

Nous vous présentons en Deuxième partie les chapitres suivants:

La course aux armements sous le masque du pacifisme

Montée inexorable de l'impérialisme chinois sur la scène internationale : l'exemple du Soudan et de la région du Darfour

« L'économie de bazar » au bord de la faillite...

Volontarisme : le dernier chant du cygne...

« Après la crise financière, la guerre civile ? Préparez-vous à "quitter votre région"... »

La course aux armements sous le masque du pacifisme

Le 4 mars 2009, le parlement chinois a voté une augmentation de près de 15 % du budget de la défense 2009 qui se montera donc à 56 milliards d'euros. En 2009, le budget chinois de la défense représentera 6,3 % des dépenses de l'État chinois, soit une proportion inférieure à celle de nombreux pays impérialistes et en particulier de celle des USA.

En comparaison, le budget annuel moyen de la défense de l'impérialisme français se monte à 36 milliards d'euros en 2007, soit 10,8 % des dépenses totales de l'État. De même, le budget de la défense est l'un des principaux postes de dépenses du budget fédéral américain de l'exercice 2010. Avec près de 664 milliards de dollars, cela représente une hausse absolue de 1,5 % par

rapport à celui de l'exercice précédent (654 milliards de dollars), mais en fait, compte tenu de l'importante baisse du budget fédéral pour l'exercice 2010 (10 %), la part des dépenses de la défense dans le budget fédéral, s'élève de 16,8 à 18,7 % ! Avec un budget de la défense s'élevant à 16,2 % du budget fédéral pour l'exercice 2007, Bush faisait presque figure de pacifiste ! À la fin du mois de février 2009, Obama demandait une enveloppe de 75 milliards de dollars supplémentaires pour la fin de l'exercice 2009, afin de continuer à financer l'occupation coloniale en Irak et en Afghanistan. En Afghanistan, la situation échappe au contrôle de l'OTAN et les forces de libération nationale luttant contre les troupes d'occupation gagnent du

terrain dans le sud du pays, infligeant de lourdes pertes à l'occupant. Quant à l'Irak, au cours de sa campagne, Obama avait promis de commencer à retirer la plupart des troupes de combat américaines d'Irak sur une période s'étendant de l'été 2010 à la fin 2011, le temps pour l'impérialisme américain de passer le relais de la répression du mouvement de libération nationale à la nouvelle équipe bourgeoise-compradore mise en place en Irak dès que celle-ci sera suffisamment aguerrie. Mais selon les propres aveux d'Obama, l'échéance 2011 ne signifiera même pas la fin de l'occupation coloniale de l'Irak, il s'agira en fait de lui substituer une forme d'occupation plus élégante, afin de tromper l'opinion américaine et

internationale, puisqu'une « force américaine résiduelle » restera en Irak. Selon Obama, celle-ci « aurait des missions limitées : poursuivre les restes d'Al-Qaïda en Mésopotamie, protéger les services américains et, tant que les Irakiens feront des progrès politiques, entraîner les forces de sécurité irakiennes ». (Le Point.fr, 14/07/2008)

Ainsi, la politique menée par Obama n'aura pas masqué longtemps sa parfaite continuité avec celle de ses prédécesseurs. Certains pays dépendants jugés trop indépendants de la sphère d'influence de l'impérialisme américain ont commencé à en faire l'expérience. Ainsi, le président vénézuélien Hugo Chavez a déclaré récemment à l'adresse d'Obama qui l'accusait « d'exporter le terrorisme » qu'Obama était « est un pauvre ignare » qui « devrait lire et étudier un peu pour comprendre la réalité. » (Reuters, 22/03/2009) Du coup, le Venezuela ne remplacera pas l'ambassadeur qui avait été rappelé sous l'administration Bush...

De toute évidence, il n'existe aucune rupture de fond entre Bush et Obama, illustrant le fait que les attelages de la bourgeoisie ont beau changer, leur orientation fondamentale reste immuable : la défense des intérêts de leur impérialisme !

C'est dans ce contexte international que le 17 mars 2009, le président russe D. Medvedev annonçait qu'un réarmement complet des forces armées débiterait en 2011. Après avoir évoqué les défauts mis à nu au cours du conflit local ayant opposé la Géorgie (soutenue par les pays impérialistes membres de l'OTAN) à la Russie durant l'été 2008, Medvedev a souligné « que les conflits dans certaines régions du monde et l'expansion de l'OTAN ont requis de la part de la Russie une accélération de la modernisation de

ses troupes, spécialement les forces nucléaires ». (Xinhua, 18/03/2009)

En 2002, selon l'Atlas of War and Peace, 106 000 chars de combat étaient opérationnels dans le monde. Les USA en possédaient 8 %, les autres membres de l'OTAN 15 %, la Russie 13 % et la Chine 8 %. Mais depuis 2002, l'armée chinoise s'est grandement renforcée. À partir de 1999, la Chine a débuté la production du char Type 99 qui n'a pas grand-chose à envier aux meilleurs modèles russes ou américains.

L'aviation de chasse chinoise a également beaucoup progressé avec la construction de chasseurs multi rôles tel le Chengdu J-10 à partir de 1998 (équivalent du F-16 américain) ou d'intercepteurs comme le Shenyang J-11 (version chinoise produite sous licence du célèbre SU-27 russe). L'impérialisme chinois travaille depuis plusieurs années sur la construction de chasseurs furtifs capables de rivaliser avec les meilleurs appareils russes et américains, à l'instar du projet Shenyang J-XX. En 2003, la Chine a commencé la production d'un hélicoptère d'attaque de conception moderne, le Wuzhuang Zhisheng-10, censé rivaliser avec l'AH-64 américain et le Tigre d'Eurocopter.

La flotte chinoise n'est pas en reste. En 2005, elle était déjà devenue la troisième du monde, derrière celle des USA et de la Russie. Elle comptait alors 424 bâtiments de combat pour un tonnage total de près de 800 000 tonnes, soit autant que celui de la Royal Navy et de la Marine Nationale japonaise prises ensemble. En 2002, le porte-avions russe Varyag, dont la construction avait été suspendue en 1993, a rejoint son nouveau propriétaire : la Chine. Tout aussi important, la marine chinoise procède à un réarmement complet depuis 1999 et chaque année a vu arriver son contingent de

submersibles, de frégates et de destroyers ultramodernes.

Au printemps 2008, l'ambassadeur américain au Japon « a demandé au Japon d'augmenter son budget militaire face à la course aux armements en Asie orientale ». Visant nommément la Chine, dont il a souligné qu'elle avait « augmenté son budget de la défense de 14,2 % en moyenne par an ces dix dernières années », puis a cité l'exemple (positif selon lui) de la Corée du Sud dont le budget de la défense 2008 s'est monté à plus de 28 milliards de dollars. (AFP, 22/05/2008) Avec 49 milliards de dollars en 2008, le budget japonais de la défense est en effet sensiblement égal à celui de la Russie ou de l'Allemagne (46-50 milliards de dollars), mais inférieur à celui de la France ou du Royaume-Uni (61 milliards de dollars). Or selon Washington, il est essentiel que les dépenses militaires du Japon soient à la mesure de sa puissance économique : alors que le Japon a consacré à peine 5 % de son budget d'État à la défense, la Corée du Sud en a consacré plus de 15 % en 2008.

Il semble cependant que l'impérialisme japonais donne du fil à retordre à son allié américain. Loin d'obtempérer, les dirigeants japonais ont annoncé que le budget de la défense de leur prochain exercice fiscal (2009-2010) baisserait de 0,1 % alors que le budget de l'État japonais augmentera de 6,6 %. Pour financer son budget, le Japon prévoit d'émettre 275 milliards d'euros de bons du trésor (soit 38 % de son budget), ce qui portera le montant total des bons du Trésor en circulation à 4798 milliards d'euros à la fin du mois de mars 2010. Après avoir dit qu'il fallait « s'attendre à ce que la situation mondiale empire l'an prochain », le premier ministre japonais a ajouté « qu'en prenant des mesures radicales, nous avons l'ambition d'être les premiers à sortir du tsunami de la récession

mondiale ». (AFP, 24/12/2008) Au cours d'une conférence de presse, le ministre japonais de la Politique économique et budgétaire a déclaré que « le Japon sera incapable de s'en sortir seul. Il n'y a pas de frontières en économie. Notre économie redémarrera en même temps que celles des autres pays ». (AFP, 16/02/2009) L'impérialisme japonais compte donc sur un redressement des débouchés à l'exportation pour se remettre en selle. Qui d'autre que l'impérialisme chinois pourra les lui fournir ?

En 2004, pour la première fois depuis 1945, la Chine (Hong Kong inclus) a détrôné les USA en devenant le premier partenaire commercial du Japon. Depuis 2006, les échanges commerciaux avec la Chine continentale à elle seule dépassent ceux avec les USA. Ainsi, en 2007, la Chine fournissait 20,5 % des importations japonaises et absorbait 15,3 % de ses exportations. Les USA fournissaient pour leur part 11,6 % des importations japonaises et absorbaient 20,4 % de ses exportations.

Pour l'impérialisme japonais, les besoins de l'impérialisme chinois en technologies de pointe lui offrent des débouchés bien plus prometteurs que ceux offerts par les économies en récession des autres pays impérialistes. Au printemps 2007, le ministère japonais des finances avait constaté « la délocalisation graduelle vers la Chine de sites de production d'entreprises japonaises » et concluait que « le commerce avec la Chine va continuer à grandir ». (L'Expansion, 25/04/2007) Extrêmement dépendant de ses exportations et face au contexte de crise, dans quelle mesure l'impérialisme japonais ne va-t-il pas être tenté de nouer une alliance avec

l'impérialisme chinois ? Le refus d'obéir aux injonctions de l'impérialisme américain le laisse penser. Mais alors, il faudra à l'impérialisme japonais trouver un moyen de se débarrasser des 40 000 soldats américains encore stationnés sur son sol...

En Asie, l'impérialisme chinois a clairement pris l'ascendant sur l'impérialisme américain qui a vu son influence y décliner rapidement au cours de ces dix dernières années.

Ainsi, en 2007, la Chine était le premier partenaire commercial de la Corée du Sud en fournissant 17,7 % de ses importations et en absorbant 22,1 % de ses exportations. Les USA et le Japon fournissaient pour leur part respectivement 10,5 et 15,8 % des importations de la Corée du Sud et absorbaient 12,4 et 7,1 % de ses exportations.

La Chine était également le premier partenaire commercial de Taïwan en fournissant 11,2 % de ses importations et en absorbant 32,6 % de ses exportations. Le Japon et les USA fournissaient pour leur part respectivement 22,7 et 13,3 % des importations de Taïwan et absorbaient 6,4 et 12,9 % de ses exportations. Au mois de mars 2009, le premier ministre chinois a déclaré « que Pékin était prêt à créer les conditions nécessaires pour parvenir à un accord de paix avec Taïwan ». Peu après, Taïwan a demandé à Pékin, « d'abroger la loi autorisant l'usage de la force contre l'île » à la vue du réchauffement spectaculaire des relations transdétroit au cours de l'année 2008. (Chine informations, 14/03/2009) Désireux de prouver sa bonne volonté, le gouvernement taïwanais a refusé au Dalai-lama une nouvelle visite : si en 1997 et en 2001 il était encore le bienvenu, ce n'est plus le cas aujourd'hui. (Le

Quotidien du Peuple en ligne, 24/03/2009)

Les relations sino-taiwanaises suivent donc aujourd'hui un cours hongkongais. Avant sa rétrocession à la Chine en 1997, le corridor Hongkong – Shenzhen fut la porte d'entrée privilégiée des capitaux étrangers en Chine qui inaugura les zones économiques spéciales à partir de 1979. En 2007, la région administrative spéciale de Hong Kong réalisait près de la moitié de ses importations et de ses exportations avec la Chine continentale ! Aujourd'hui Hong Kong conserve une large autonomie dans un grand nombre de domaines, excepté ceux de la défense et des affaires étrangères. Hong Kong est la preuve que l'impérialisme chinois est passé maître dans l'art de réaliser « l'union de deux systèmes » au sein « d'un pays », c'est-à-dire de s'attirer l'allégeance de puissantes bourgeoisies compradore d'origine chinoise autrefois liées à des puissances impérialistes concurrentes...

Si en 2007, l'impérialisme américain était encore le premier partenaire commercial de l'Inde en fournissant 7,8 % de ses importations et en absorbant 15,0 % de ses exportations, c'était cependant seulement d'une courte tête devant la Chine qui en assurait respectivement 10,6 et 8,7 % !

Et l'influence grandissante de l'impérialisme chinois ne se limite pas à l'Asie, mais s'exerce sur tous les continents. Ainsi, en 2007, la Chine était le troisième partenaire commercial du Brésil et le premier de l'Australie, ces pays étant respectivement les 1er et 3ème producteurs mondiaux de minerai de fer.

Montée inexorable de l'impérialisme chinois sur la scène internationale : l'exemple du Soudan et de la région du Darfour

On ne peut rien comprendre à ce qui s'est passé ces dernières années au Darfour si l'on a pas en vue la question du repartage des zones d'influence entre pays impérialistes. Au Soudan, le pétrole découvert dans les années 1970 n'a commencé à y être exploité qu'à la fin des années 1990, époque à laquelle les ambitions internationales du jeune impérialisme chinois ont nécessité la conquête de nouvelles sources d'approvisionnement en produits énergétiques et miniers. Dès cet instant, les puissances impérialistes ont commencé à se disputer l'achat des meilleures concessions pétrolières au Soudan. Comme en Angola (devenu premier fournisseur de pétrole de la Chine en 2005), l'impérialisme chinois est rapidement sorti vainqueur de cette confrontation pacifique grâce à une 'générosité' supérieure à celle de ses principaux concurrents (non-ingérence dans les affaires politiques internes, octroi d'aides, de prêts et construction d'infrastructures). Mais ceux-ci ne pouvaient pas s'avouer vaincus aussi facilement et cherchèrent donc à utiliser d'autres méthodes impérialistes, tout aussi éprouvées, mais moins coûteuses en capitaux et donc plus en adéquation avec leur statut de puissances impérialistes sur le déclin... La bourgeoisie compradore soudanaise étant vendue à l'impérialisme chinois, il leur fallait souffler ardemment sur le feu de conflits 'ethniques' en sommeil pour espérer pouvoir remplacer la bourgeoisie compradore soudanaise en place par une autre qui leur soit plus favorable. Ses concurrents, l'impérialisme américain en tête, décidèrent donc de réactiver un conflit existant au Darfour (situé dans la partie nord-ouest du Soudan) opposant les ethnies noires aux ethnies arabes : rien de plus facile, car en 1996-1998, les populations noires de l'ethnie Massalit s'étaient déjà soulevées

contre les empiétements des populations arabes nomades et de leurs troupeaux repoussés par la désertification croissante. Les pays impérialistes concurrents de la Chine espéraient ainsi que le fait de raviver cette étincelle permettrait de mettre le feu à la poudrière et de généraliser la guerre civile au sud pétrolifère du Soudan dès que l'ethnie noire Zaghawas rallierait le combat de l'ethnie Massalit dans un conflit général opposant les ethnies arabes aux ethnies noires. Ensuite, il ne leur resterait plus qu'à récolter les fruits de leur victoire...

Mais pour l'impérialisme américain, tout ne se passa pas comme prévu. Fermement soutenu par la Chine, le gouvernement central soudanais laissa les milices arabes Jenjawid libres de réprimer le soulèvement Massalit. Pour les milices nomades Jenjawid, ce fut l'occasion rêvée d'exproprier les populations sédentaires Massalit et de s'approprier leurs terres... Si cela conduisit à des exodes massifs de population, à des violences et à des pillages, le qualificatif épouvantail de « génocide » employé par l'impérialisme américain — depuis l'administration Bush jusqu'à Hollywood avec G. Clooney et S. Spielberg —, pour justifier une intervention semble être disproportionné, en tout cas si l'on en croit les conclusions d'une mission onusienne emmenée par le juge italien Antonio Cassese.

Selon Amnesty International, faire-valoir moral des puissances impérialistes occidentales, la Chine et la Russie ont soutenu financièrement et matériellement le gouvernement central soudanais qui a lui-même soutenu ou au moins laissé faire les milices arabes dans ce conflit. Soit, mais il n'y aurait rien d'étonnant à ce que l'impérialisme chinois protège les dizaines de milliards de yuans d'investissement qu'il a réalisés au Soudan ! En 2006,

13 des 15 plus grosses entreprises étrangères implantées au Soudan étaient chinoises. En 2007, les exportations de pétrole fournissaient au Soudan plus de 90 % de son excédent commercial et 83 % du pétrole exporté était destiné à la Chine, représentant 8 % de ses importations de pétrole.

De l'autre côté, il est évident que les rebelles de la SLA (Armée de Libération du Soudan) ont également été largement soutenus par l'impérialisme américain qui a fait livrer des armes aux insurgés via la frontière tchadienne. Le 25 juillet 2006, Minni Minnawi (chef de la SLA) était même reçu avec les honneurs à Washington par le président américain...

Mais rien n'y fit : la Chine ne céda jamais aux pressions exercées par Washington. L'impérialisme chinois ne céda pas quand l'impérialisme américain menaçait de faire passer une résolution au Conseil de sécurité de l'ONU afin de prendre des mesures multilatérales contre le gouvernement central soudanais et se contenta de répondre qu'il utiliserait alors son droit de veto. L'impérialisme chinois ne céda pas non plus quand l'impérialisme américain décréta un embargo unilatéral sur la vente d'armes au gouvernement central soudanais. Il se refusa simplement à observer cet embargo et ajouta même, comme pour narguer son concurrent, que

« Les sanctions délibérées et la simple mise en place de pressions n'aideront pas à la solution du problème et ne feront que le compliquer. (...) Le problème du Darfour et les problèmes dans l'est et le sud du Soudan sont provoqués par la pauvreté et le sous-développement. Ce n'est que lorsque la pauvreté et le sous-développement seront réglés qu'il y aura la paix au Soudan. (...) La coopération entre la Chine et le Soudan sert au développement de l'économie

soudanaise et aidera fondamentalement le Soudan à régler les conflits et les guerres au Soudan. » (AP, 31/05/2007)

Voici un discours auquel sont coutumières les puissances impérialistes pour justifier leur mainmise sur leurs zones d'influences exclusives : « nous aidons les pays que nous exploitons à progresser »... Mais les peuples font depuis plus d'un siècle l'expérience du genre de développement que peut apporter la domination des pays impérialistes sur les pays dépendants ! Et que dire des résultats de ce développement capitaliste semi-colonial quand plusieurs communautés sont regroupées au sein d'un même État ! Parler du développement du Soudan en général, c'est nier l'existence de fortes contradictions internes induites par des tendances séparatistes à la périphérie et par le ressentiment des populations noires africaines à l'égard d'anciens négriers et de grands propriétaires fonciers arabes. C'est également nier le fait que le pouvoir économique et politique soit entre les mains d'une bourgeoisie compradore recrutée au sein de la communauté arabe soudanaise. Ce

sont ces contradictions que les impérialistes instrumentalisent afin de servir leurs intérêts.

Dans ce conflit inter-impérialistes 'larvé' où deux puissances impérialistes se sont opposées par ethnies interposées, ce sont évidemment les masses populaires soudanaises qui ont payé le prix fort et fait les frais de la guerre que se livrent deux bourgeoisies impérialistes concurrentes pour savoir laquelle parviendra à placer ses pions bourgeois-compradore et donc à laquelle profitera le pillage des richesses du Soudan...

Malgré les pressions internationales répétées des USA et de ses alliés pour dénoncer la complicité chinoise dans l'exode et le « génocide » des populations noires africaines du Darfour, l'impérialisme chinois n'a jamais renoncé à soutenir le gouvernement central soudanais et semblait en 2008 en position de force pour gagner ce bras de fer. Récemment, les dirigeants de la Ligue Arabe ont fermement condamné le mandat d'arrêt lancé par la Cour Pénale Internationale à l'encontre du président soudanais. (Reuters,

30/03/2009) L'impérialisme chinois bénéficie donc d'importants soutiens. Au final, ce qu'il faut retenir, c'est qu'au Darfour l'impérialisme américain et ses alliés (tels des pompiers pyromanes qui auraient arrosé d'essence une flamme et qui viendraient ensuite se poser en sauveurs au moment d'éteindre l'incendie) n'ont pas été moins coupables que l'impérialisme chinois des violences commises depuis l'ouverture des hostilités par le SLA en février 2003.

Le développement du capitalisme excite les rivalités entre nations et entre les communautés d'origines différentes sur un même territoire. La tâche des communistes est de ne pas permettre à la bourgeoisie de donner des formes de 'guerres de races', de 'nations' ou de 'civilisations' à des conflits qui devaient être des guerres de classes opposant la minorité d'exploiteurs aux masses exploitées. Les marxistes-léninistes ne doivent en aucun cas permettre à la bourgeoisie de faire s'entretuer les masses exploitées au nom des intérêts de telle ou telle clique bourgeoise.

« L'économie de bazar » au bord de la faillite...

Dans notre étude Impérialisme et anti-impérialisme, nous avons montré comment à partir de 1973, les pays impérialistes occidentaux avaient adopté la nouvelle division internationale du travail introduite par le social-impérialisme soviétique en convertissant les pays coloniaux et semi-coloniaux en véritables pays-ateliers destinés à fournir les métropoles impérialistes en biens de consommation. Comme nous l'avons mis en évidence, ce type d'extorsion de la plus-value ne pouvait perdurer que si les pays ateliers restaient des pays bourgeois-compradore. Hélas pour les impérialistes qui se sont trompés

dans leurs prévisions, la bourgeoisie chinoise est parvenue à rompre cette division internationale du travail et à concurrencer dans un nombre croissant de domaines ses anciens partenaires impérialistes. Nous en concluons que l'essor de l'impérialisme chinois entraînerait inévitablement la liquidation des dernières industries présentes dans les métropoles impérialistes, avec à la clef un regain des rivalités inter-impérialistes. Pendant plus de trois décennies, la bourgeoisie de nombreux pays impérialistes a davantage profité de l'exploitation des travailleurs chinois qu'elle n'en a souffert. Ce n'est qu'au cours des

premières années du 21^{ème} siècle, alors que le rôle économique prépondérant et les ambitions impérialistes de la Chine s'affirmaient de manière évidente, que certains analystes bourgeois ont commencé à comprendre le danger que représentait pour eux ce nouveau concurrent.

Le 17 mars 2008 s'est tenu à Paris un colloque de la Fondation Res Publica intitulé « L'Allemagne, entre Europe et mondialisation ». Il avait pour participants Edouard Husson (Maître de conférences à l'Université de Paris IV), Claude Le Gal (Secrétaire général du Club économique franco-allemand),

François David (Président de la Coface, société experte en analyse de risque), Tobias Seidel (Chercheur à l'Institut de recherche économique (IFO) de Munich et assistant de l'économiste Hans-Werner Sinn, le président de l'IFO), Hervé Joly (Chargé de recherches au CNRS), Jean-Pierre Chevènement (président de la Fondation Res Publica) et M. Claude Martin (ancien Ambassadeur de France en Allemagne). Il n'est pas inutile de préciser que l'opinion de l'IFO a une grande importance dans les milieux impérialistes allemands, cet institut publiant chaque mois un bulletin très influent faisant le point sur le climat de l'industrie et des affaires.

Dans son intervention « Le commerce extérieur allemand : l'Allemagne au sommet de l'Europe ? », Edouard Husson a insisté sur plusieurs points clefs étudiés par Hans-Werner Sinn dans son ouvrage controversé intitulé *L'économie de Bazar – L'Allemagne championne du monde des exportations ou lanterne rouge ?* (Munich, 2005)

Ce titre peut surprendre au premier abord, l'Allemagne étant depuis plusieurs années le premier exportateur mondial, bien que son excédent commercial ne soit plus le premier depuis 2008... Mais en fait, la valeur des exportations allemandes, contrairement à celle des exportations chinoises, ne reflète pas la puissance industrielle réelle des usines implantées en Allemagne. En effet, comme le montre Hans-Werner Sinn :

* La part de la valeur créée par les entreprises en Allemagne dans les produits 'Made in Germany' n'a cessé de baisser durant la période 1970-2002, même dans des industries de pointe (électronique, machines-outils, automobile, chimie, métallurgie). Entre 1995 et 2005, la croissance de la production industrielle allemande revient pour

50 % à des entreprises situées à l'étranger. Selon l'économiste, les emplois industriels subsistant en Allemagne « concernent essentiellement la finition des produits, le montage de pièces fabriquées partout ailleurs dans le monde ». Si certaines industries de pointe sont encore relativement épargnées par « l'internationalisation des chaînes de production et les délocalisations d'emplois », c'est uniquement « parce qu'il s'agit de secteurs où l'avance allemande reste plus forte par rapport aux concurrents ». Ainsi, Hans-Werner Sinn donne l'exemple de la Porsche Cayenne dont 88 % des pièces arrivent de Bratislava en Slovaquie pour être assemblées dans l'usine de Leipzig en Allemagne avant d'être ensuite exportées dans le monde entier sous l'étiquette 'Made in Germany'.

* Les importants excédents commerciaux allemands des dernières années sont donc issus de « la réexportation de produits montés en Allemagne à partir de composants fabriqués ailleurs ». Selon Sinn, l'Allemagne devient ainsi de plus en plus le « magasin industriel », le « bazar », la « quincaillerie » du monde. « C'est chez elle que l'on continue, et que l'on continuera encore quelques années à venir, à s'approvisionner en produits industriels de bonne qualité. Mais il ne faut pas se dissimuler, dit-il, que si la part de production réellement effectuée en Allemagne ne cesse de diminuer, c'en est fini, à terme, du « Made in Germany ». »

* Face à la délocalisation industrielle croissante (en 2004, un ouvrier allemand coûtait 27,6 euros de l'heure, contre 4,5 pour un Tchèque, 1,5 pour un bulgare et 1,1 pour un chinois), Hans-Werner Sinn préconise de « rendre la main d'œuvre allemande à nouveau concurrentielle ». Mais, s'inquiète Edward Husson, « jusqu'où peut-on

aller ? » En effet, il semble « impossible, comme le souligne Sinn lui-même, que l'écart salarial entre l'Allemagne et la Bulgarie, ou la Chine, se réduise en moins de deux générations ».

* Pour ces économistes, le fait que « les organisations patronales allemandes misent sur la conquête de nouveaux marchés à l'exportation : Europe de l'Est, Chine, Inde, Amérique latine, Asie centrale, Moyen-Orient », est « un mauvais calcul », « sauf en ce qui concerne l'Europe de l'Est ». En effet, pour eux, il est évident que « la Chine ou l'Inde sont des marchés problématiques » car « un jour, les transferts de technologie leur permettront de se passer d'importer leurs machines-outils ou leurs voitures d'Allemagne ». Si, comme nous l'avons vu précédemment, cette menace est encore lointaine pour l'Inde bourgeoise-compradore, elle est aujourd'hui imminente en ce qui concerne l'impérialisme chinois. Pour les défenseurs intelligents des intérêts de l'impérialisme allemand, il apparaît aujourd'hui évident que « relancer la croissance européenne rapportera plus économiquement que jouer la carte de la mondialisation ». En clair : mieux vaut chercher à renforcer l'exploitation des pays ateliers bourgeois-compradore d'Europe de l'Est que de parier « sur le marché chinois » « au risque de contribuer à créer un concurrent mortel pour l'Allemagne elle-même et pour l'Europe ».

* Pour ces partisans enragés des pays impérialistes d'Europe en déclin, la solution réside donc aujourd'hui dans « le retour au principe d'une 'préférence communautaire' qu'on appellera plutôt 'priorité européenne' » : « Il est temps de revenir à la priorité européenne qui a fait la croissance de l'Europe après la Seconde Guerre mondiale ». Que les impérialistes paniqués appellent comme ils le

veulent leur solution, elle n'est rien d'autre dans son essence qu'un retour au protectionnisme et au chauvinisme ! Mais une question essentielle demeure : eux qui reprochent à « la Chine post-communiste » dont l'État « reste largement totalitaire » d'exercer « une concurrence déloyale », comment vont-ils faire pour mettre en pratique leur 'préférence communautaire' sans déclencher de nouvelles guerres ou sans devoir mater par la force la résistance qu'opposeront les travailleurs auxquels on demandera d'être aussi bon marché qu'en Chine ? Les bourgeoisies impérialistes qui pendant des décennies ont soutenu des régimes fascistes dans leurs zones d'influence pour y mater la contestation, viennent aujourd'hui faire la fine bouche devant un concurrent qui « met à la disposition des entreprises transnationales une main d'œuvre qui est dans l'incapacité d'exiger quelque justice sociale que ce soit et qui en fait travaille dans des conditions de véritable servage ». La vérité est que ce 'servage' (allons, nous ne sommes plus au Tibet du temps du Dalai-Lama, messieurs les impérialistes : il ne s'agit que d'exploitation salariée !) ne les a pas dérangés au moment même où l'exploitation des travailleurs chinois était la plus brutale. Et aujourd'hui qu'émerge une classe moyenne chinoise profitant de l'essor de l'impérialisme chinois, aujourd'hui que l'État chinois prend des formes qui ressemblent de plus en plus à celles de nos 'démocraties' bourgeoises, les démocrates bourgeois de nos pays dénoncent « l'inhumanité » de leur ancien allié devenu leur plus dangereux concurrent !

C'est dans ce contexte qu'il faut placer la nouvelle orientation stratégique à laquelle réfléchissent les pays impérialistes en déclin : l'écologie comme prétexte au

protectionnisme, car tous se trouvent à des degrés divers dans une situation comparable à celle de l'impérialisme allemand...

« Quittons aujourd'hui le cadre habituel de l'analyse de cette crise économique, pour aborder un questionnement radical : Et si la crise de 2008 représentait quelque chose de beaucoup plus fondamental qu'une grave récession ? Et si elle nous annonçait que l'ensemble du modèle de croissance que nous avons créé au cours des 50 dernières années n'est tout simplement pas viable économiquement et écologiquement, et que l'année 2008 est celle où nous avons heurté un mur — celle où Mère Nature et le marché nous on dit tous deux : « assez ». Nous avons créé un système de croissance qui dépend de la construction de toujours plus de magasins qui vendent de plus en plus de produits fabriqués par de plus en plus d'usines en Chine, alimentées en électricité par de plus en plus de charbon, qui cause de plus en plus de changements climatiques, mais permettent à la Chine de gagner de plus en plus d'argent pour acheter de plus en plus de bons du Trésor US qui permettent aux américains de disposer de plus en plus de fonds pour construire de plus en plus de magasins qui vendent de plus en plus de produits qui dont la fabrication emploie de plus en plus de Chinois... Nous ne pouvons plus faire cela. » (L'année du « grand bouleversement », Thomas Friedman, New York Times, 07/03/2009.)

De ce raisonnement un peu simpliste — d'où émerge cependant une part de vérité puisque son auteur reconnaît (indirectement) le caractère parasite d'une division internationale du travail basée sur l'exploitation des pays dépendants ateliers par des pays impérialistes détenant un monopole sur les moyens de production — on peut conclure de la nouvelle orientation préconisée par ce

journaliste : comme l'économie ne permet plus aux USA de continuer à financer son déficit en émettant des bons du trésor dont la masse a atteint un seuil critique, l'État américain n'étant pour ainsi dire plus en mesure de payer des intérêts aux bons déjà émis, l'impérialisme américain doit jouer sur le crédo de la 'protection de l'environnement' pour lutter contre la concurrence chinoise en tentant de la distancer sur le terrain du développement 'écologique' et 'durable'. En somme, cessons d'acheter chinois et construisons chez nous, aux USA (ou dans nos pays-ateliers ; comme le Mexique), des usines possédant un label 'écologique' ! Voilà un argument élégant pour justifier le protectionnisme et boycotter les produits chinois sans perdre la face !

Mais ce que ce défenseur zélé de son propre impérialisme 'oublie' de préciser, c'est que l'impérialisme américain, à l'instar de n'importe quel pays bourgeois, est resté longtemps autiste vis-à-vis de toute préoccupation d'ordre écologique dès lors qu'elles entraient en conflit avec l'extorsion du profit maximal. Et maintenant que l'impérialisme américain est au bord du dépôt de bilan, il devient sensible à l'appel de détresse lancé par « mère nature » !

L'impérialisme chinois n'est évidemment pas dupe, comme en témoignent les propos tenus à Washington le 19 mars par Xie Zhenhua, chef du Comité de coordination du changement climatique en Chine :

« Je m'oppose à l'utilisation du changement climatique comme une excuse pour pratiquer le protectionnisme commercial ». (La proposition concernant l'augmentation des tarifs sur les émissions de carbone, une excuse pour soutenir le protectionnisme, Le Quotidien du Peuple en ligne, 20/03/2009)

Mais, même l'argument écologique ne sauvera pas les impérialistes au bord de la faillite, l'impérialisme chinois empiétant également de manière croissante sur ces plattes bandes en se targuant de faire lui aussi la promotion du développement écologique et durable ! Ainsi, au salon de l'automobile de Genève tenu en mars 2008, le constructeur chinois BYD avait défrayé la chronique en présentant sa voiture électrique F3 DM, la toute première voiture hybride rechargeable de série et déclarait avoir pour ambition de rivaliser avec les modèles à

motorisation hybride développés par Toyota et General Motors. Loin d'être au stade de prototype, cette voiture est commercialisée en Chine depuis décembre 2008 à un prix d'environ 16 000 euros. Alors que l'impérialisme chinois produit déjà des deux roues à motorisation hybride, des modèles semblables ne seront pas produits en Europe avant cette année...

L'utilisation de l'argument écologique ne se retournera-t-elle donc pas elle-même contre les concurrents impérialistes de la Chine ? En effet l'impérialisme chinois a déclaré au cours du récent sommet de

Bonn sur le changement climatique que le premier mécanisme à mettre en place pour affronter les défis climatiques consistait en ce que « les pays développés doivent enlever toutes les barrières pour favoriser le transfert des nouvelles technologies aux pays en développement »... (Xinhua, 31/03/2009) Ce n'est évidemment pas sous cet angle que les pays impérialistes concurrents conçoivent la 'protection de l'environnement', mais il est certain que si leur souci premier était environnemental, c'est effectivement ce qu'ils devraient être prêts à faire !

Volontarisme : le dernier chant du cygne...

Dans les discours que les politiciens et les économistes bourgeois tiennent sur la crise, les envolées volontaristes occupent une place de choix. À n'en pas douter, cela constitue de leur part un aveu d'impuissance : c'est le signe qu'ils sont tels un capitaine qui ne verrait pas comment faire pour éviter le naufrage à son navire !

Selon le président de la BCE, le système mondial de l'impérialisme sortira ainsi de la crise si « les autorités, nos concitoyens, les entreprises savent retrouver la confiance ». (Xinhua, 19/03/2009)

De même, à la veille du sommet du G20 de Londres, le premier ministre britannique estimait que la tâche de ce sommet était de « donner la confiance et l'espoir à l'économie mondiale et aux peuples du monde ». (Xinhua, 31/03/2009)

Les pays impérialistes en déclin auront cependant besoin de bien plus qu'un hypothétique retour à la situation antérieure pour surmonter la crise ! En effet, c'est le niveau antérieur d'endettement global des États impérialistes en déclin et la diminution de leur puissance économique relative qui est à l'origine de la crise de

surendettement qui a enclenché la spirale récessionniste actuelle.

Même quand les économistes reconnaissent à la hausse du chômage un impact sur la consommation des ménages, ce n'est nullement parce que les travailleurs jetés au chômage gagnent moins et sont donc contraints de dépenser moins, mais uniquement parce que la hausse du taux de chômage entraîne « la chute du moral des ménages ». Ainsi, en France, confrontés à une baisse de 16,9 % des crédits à la consommation sur un an en février 2009, les analystes bourgeois estiment que « le plus important est le retour à la confiance, car ce n'est qu'à travers elle que les ménages se remettront à emprunter ». (Reuters, 24/03/2009). Ce que ces 'experts' se gardent de souligner, c'est que la précarisation croissante de l'emploi ne pousse pas vraiment ceux qui ont encore un emploi à contracter des crédits, mais plutôt à essayer de mettre un peu de côté en vue des mauvais jours !

Mais ce volontarisme mêlé d'aveuglement n'est pas l'exclusivité des capitaines des pays impérialistes en déclin. Leurs alliés réformistes petit-bourgeois savent aussi en jouer.

Selon le classement publié par Forbes sous le titre 'Les milliardaires démolis', l'année 2008 a vu diminuer le nombre de milliardaires aussi bien que leur fortune : alors qu'il y avait 1125 milliardaires dans le monde en 2007, ils n'étaient plus que 793 à la fin de l'année 2008. En outre, leur fortune avait fondu depuis mars 2008, passant de 4400 à 2400 milliards de dollars. Ainsi, la fortune cumulée des trois premiers milliardaires est passée de 180 à 112 milliards de dollars. Particulièrement dépendants des revenus des exportations pétrolières et gazières, les milliardaires russes ont vu leur nombre s'effondrer de 87 à 32 et leur fortune fondre de 369 milliards de dollars. (AFP, 12/03/2009)

Qui a dit que les patrons, même les plus riches, ne connaissaient pas la crise ? Les réformistes bien sûr ! Car si les patrons cessent de s'enrichir toujours plus, comment vont-ils bien pouvoir justifier leurs revendications de hausses de salaires ou même de maintien du statu quo ?

Si en 2008 les entreprises du CAC 40 ont reversé 5 % de leurs profits de l'année précédente aux salariés sous forme d'intéressement et de participation, cela représente

bien peu au regard des 42 % versés aux actionnaires sous forme de dividendes... (Le Monde, 12/03/2009) Voilà qui illustre mieux que tout ce que la bourgeoisie entend par « partage équitable » des bénéfices. Pour elle, ce slogan est une carotte qu'elle agite pour amadouer les réformistes et faire de la lutte syndicale une lutte bornée à l'obtention des miettes jetées en pâture par la bourgeoisie. Mais aujourd'hui, alors que les profits s'effondrent, la bourgeoisie n'a plus de miettes à jeter à ses esclaves, et les réformistes dépités voient leurs rêves s'effondrer ! Pour autant, les larges masses exploitées continuent de suivre les slogans que les réformistes mécontents continuent de colporter, comme l'ont prouvé les journées de protestation du 29 janvier et du 19 mars 2009.

Alors qu'au cours de ces journées, certains réformistes de la métropole (depuis les syndicats au NPA) ont prétendu vouloir imiter l'exemple fourni par la Guadeloupe pour forcer le gouvernement Sarkozy à prendre en compte l'appel de la rue autrement que sur le ton du 'cause toujours', il est bon de rappeler quelques caractéristiques du mouvement guadeloupéen de grève générale :

* Loin d'être limité à des revendications d'ordre économique, le mouvement de grève a englobé des revendications plus générales touchant à la libération nationale de la Guadeloupe du joug de

l'impérialisme français qui en a fait un appendice agricole de la métropole : productrice de fruits exotiques destinés à l'exportation, la Guadeloupe ne possède même pas une agriculture vivrière capable de subvenir aux besoins locaux ! Avec les autres DOM-Tom, la Guadeloupe possède un triste record : celui du taux de chômage le plus élevé de l'UE. En Guadeloupe, celui-ci se montait à 26 % en 2005 ! (Pour en savoir plus sur le mouvement patriotique dans les DOM-TOM en général et en Guadeloupe en particulier, voir l'édition numérique du journal La voie du socialisme.)

* La grève générale menée durant un mois par les travailleurs guadeloupéens n'aurait pas été possible sans le soutien actif de la paysannerie travailleuse qui les a ravitaillés en nourriture.

* À la fin du mois de mars, l'accord salarial obtenu un mois auparavant restait en fait cantonné à une minorité d'entreprises, le Medef et la FNSEA (syndicat des gros propriétaires terriens) continuant à refuser de signer l'accord sous le prétexte de ne pouvoir cautionner « un accord qui laisse entendre que l'économie guadeloupéenne est encore une économie d'esclavage ». (Reuters, 29/03/2009) Malgré plus d'un mois de mobilisation, la bourgeoisie est donc loin de s'avouer vaincue !

Ceci montre le grand danger que représentent les illusions petite-bourgeoises persistantes face à

l'offensive économique, sociale et politique du Capital financier. Au sein des métropoles impérialistes en déclin, beaucoup continuent encore d'avoir foi dans les vertus de la démocratie parlementaire bourgeoise alors même que ses piliers matériels — constitués par les profits provenant de l'exploitation des pays dépendants — s'effondrent !

En effet, comme le faisait si justement remarquer Staline il y a près d'un siècle, l'évolution de la conscience des hommes retarde sur l'évolution des conditions de leur existence. C'est dans ce sens que Lénine disait que la révolution ne devient possible que quand la classe exploiteuse « ne peut plus vivre comme avant » et que les classes exploitées « ne veulent plus vivre comme avant ». Ainsi, tant que les masses exploitées gardent l'espoir de pouvoir à nouveau vivre comme avant sans avoir à briser le cadre des rapports de production bourgeois, les conditions révolutionnaires subjectives ne sont pas réunies, alors même que les conditions objectives peuvent l'être.

C'est seulement en maniant l'arme de la science matérialiste-dialectique qu'un Parti communiste marxiste-léniniste, peut, en tant que détachement d'avant-garde du prolétariat, réduire le décalage entre la conscience et l'existence sociale des larges masses exploitées afin de les amener à prendre conscience de leur condition et de leurs intérêts de classe.

« Après la crise financière, la guerre civile ? Préparez-vous à "quitter votre région"... »

Tel est le titre d'un article paru dans l'édition du 27 février 2009 du journal Le Monde :

« La crise économique et financière va-t-elle dégénérer en violentes explosions sociales ? En Europe, aux États-Unis ou au Japon, la guerre civile est-elle pour demain

? C'est le pronostic quelque peu affolant que dressent les experts du LEAP/Europe 2020, un groupe de réflexion européen, dans leur dernier bulletin daté de mi-février. »

Dans cet article, l'auteur précise que selon les analystes du LEAP/Europe 2020 (Laboratoire

Européen d'Anticipation Politique), la crise économique va entrer d'ici le « quatrième trimestre 2009 » dans une phase de « dislocation géopolitique mondiale » caractérisée par un « sauve-qui-peut généralisé », « des logiques d'affrontements » et des « pénuries possibles d'énergie, de

nourriture, d'eau, dans les régions dépendantes de l'extérieur pour leur approvisionnement ». Et d'ajouter aussitôt que

« Cette perspective apocalyptique pourrait faire sourire si ce groupe de réflexion n'avait, dès février 2006, prédit avec une exactitude troublante le déclenchement et l'enchaînement de la crise. Il y a trois ans, l'association décrivait ainsi la venue d'une "crise systémique mondiale", initiée par une infection financière globale liée au surendettement américain, suivie de l'effondrement boursier, en particulier en Asie et aux États-Unis (de - 50 % à - 20 % en un an), puis de l'éclatement de l'ensemble des bulles immobilières mondiales au Royaume-Uni, en Espagne, en France et dans les pays émergents. Tout cela provoquant une récession en Europe et une "très Grande Dépression" aux États-Unis. »

Cependant, malgré une clairvoyance certaine sur les causes superficielles et les conséquences de la crise actuelle, ces analystes ne parviennent pas à comprendre ni ses fondements matériels prenant leur source dans des modifications profondes de la division internationale du travail, ni le fait qu'il n'existe pas d'issue permettant aux pays impérialistes en déclin en général et à l'impérialisme américain en particulier, d'éviter la faillite. Face à leur déclin inéluctable, ceux-ci n'ont pour seule alternative à la guerre que de se placer sous une dépendance économique et financière chinoise complète, ce que recommandent en fait les analystes du LEAP/Europe 2020 : « sans la création d'une nouvelle monnaie de référence » — que demandent ardemment les impérialismes russe et chinois —, « le système monétaire international actuel ne passera pas l'été ». (Lettre ouverte au Sommet du G20 de Londres : la dernière chance

avant la dislocation géopolitique mondiale, 24/03/2009.)

Dans les communiqués public des nos 28 et 29 de leur Global Europe Anticipation Bulletin (GEAB) datés du 15 octobre et du 16 novembre 2008, ces analystes estimaient que « sans de telles prises de conscience par les dirigeants mondiaux au cours des trois mois à venir et leur traduction en actes dans les six mois à venir » « la dette des États-Unis « implosera » à l'été 2009 sous forme de cessation de paiement du pays ou de dévaluation massive du Dollar » avec à la clef le risque que « l'implosion en cours de la puissance dominante » ne conduise « la planète dans une catastrophe » : en effet, « à l'exception de l'URSS de Gorbatchev, les empires ont tendance à tenter vainement d'inverser le cours de l'Histoire quand ils sentent leur puissance s'effondrer ».

Alors que les dirigeants impérialistes présents au G20 de Londres ont qualifié les réalisations de ce sommet 'de succès historique', il n'a été en fait qu'une somme de compromis ne modifiant pas fondamentalement la situation présente : l'impérialisme chinois a obtenu pour sa part une déclaration finale de principe condamnant le protectionnisme commercial, également souhaitée par les premiers ministres russe et turc la veille du sommet, tandis que les autres pays impérialistes se sont réjoui de voir accorder au FMI une enveloppe de 1100 milliards de dollars destinée officiellement à venir en aide aux pays dits émergents. En fait, selon Le Monde, cette enveloppe est destinée aux pays « émergents ou déjà émergés, qui se trouvent confrontés à des difficultés de financement », à l'exemple des « pays d'Europe de l'Est ». (Le Monde.fr, 03/04/2009) La veille du sommet, le gouvernement bourgeois-compradore mexicain demandait au FMI une enveloppe de 47 milliards de

dollars ! Leurs périphéries en crise... les centres impérialistes concurrents de la Chine se trouvent ainsi au bord du gouffre ! Que les périphéries s'effondrent et les centres suivent, voilà pourquoi l'enveloppe adjugée au FMI pour soutenir les périphéries est jugée aussi essentielle !

L'impérialisme chinois a donc accepté que ses concurrents impérialistes viennent au secours de l'économie de leurs zones d'influence privilégiée et y soutiennent les investissements déjà réalisés. Peu lui importe, car il sait bien que ces quelques centaines de milliards de dollars saupoudrés seront bien insuffisantes pour renverser la tendance à la suprématie industrielle chinoise : alors que les pays impérialistes en déclin tentent de sauver banques et industries existantes de la faillite, l'impérialisme chinois, lui, continue de développer ses investissements dans des domaines toujours plus diversifiés. Ainsi, le Synchrotron de Shanghai dont la construction a débuté en décembre 2004 et qui aura coûté 175 millions de dollars entrera en service à la fin du mois d'avril 2009. Cet accélérateur de particules de troisième génération à d'ores et déjà reçu des demandes d'utilisation provenant de dizaines d'instituts de recherche et d'universités chinoises. Ce n'est qu'en 2005 que l'impérialisme français est parvenu à se doter de cet équipement jugé « essentiel pour maintenir la compétitivité de la recherche française » par le ministre français de la Recherche de l'époque.

Si l'impérialisme chinois peut à juste titre qualifier le sommet du G20 de « réussite » (Xinhua, 02/04/2009), bien qu'il n'ait pas obtenu la remise en cause du rôle étalon de la monnaie américaine, c'est parce qu'il a pu constater qu'au sein de ce panier de crabes, chacun cherchait à tirer à soi la couverture... Loin de trouver ses concurrents unis contre lui,

l'impérialisme chinois les a trouvés divisés entre eux. Ainsi, au lendemain même du sommet, la belle unité affichée pour les photos volait en éclat : le ministre russe des finances annonçait en effet que la Russie ne faisait pas encore partie du plan de 1100 milliards de dollars : « nous n'avons pris aucun engagement ». Les puissances impérialistes en déclin ayant décidé à travers ce fonds du FMI de venir au secours des économies les plus fragilisées de leurs zones d'influence, à l'heure où les recettes provenant des exportations pétrolières s'effondrent, l'impérialisme russe ne voit pas pourquoi il financerait un fonds destiné à la concurrence au lieu de continuer à financer le sien ! La Russie contribue en effet à hauteur de 75 % aux 10 milliards de dollars du fonds anti-crise de la Communauté économique eurasiatique (EurAsEC) mis en place en février 2009. L'EurAsEC, où la Russie dit jouer « le rôle d'un grand frère » (Xinhua, 03/04/2009), a été créé en 2001 et comprend également la Biélorussie, le Kazakhstan, le Kirghizstan et le Tadjikistan.

Si le pavé lancé dans la marre par l'impérialisme chinois n'a pas donné de résultat concret, il a sans

aucun doute provoqué un choc psychologique chez ses concurrents dont certains ont admis trouver l'idée « intéressante »... Mais l'État américain n'étant pas encore en cessation de paiement, ils estiment certainement qu'il n'y a pas encore d'urgence. L'impérialisme chinois n'a ainsi plus qu'à attendre que la crise continue de mûrir pour les voir venir implorer son aide... En attendant, rien ne l'empêche d'expérimenter ce que sera le prochain système monétaire mondial arrimé au yuan : ainsi, au cours du premier trimestre 2009, la Chine a multiplié les accords bilatéraux d'échange de devises (swap). A la fin mars, les accords signés avec la Corée du Sud, Hong Kong, la Malaisie, la Biélorussie, l'Indonésie et l'Argentine se montaient déjà à 650 milliards de yuans, soit environ 96 milliards de dollars américains !

Les principaux pays impérialistes concurrents de l'impérialisme chinois sont donc aujourd'hui au bord de la banqueroute dans une situation qui n'est pas sans rappeler celle du social-impérialisme soviétique à la fin des années 1980.

Mais à la différence de la Russie post social-impérialiste ayant hérité d'un complexe militaro-industriel de pointe et de gigantesques ressources

minières et énergétiques qui lui avait permis de 'limiter la casse' (son PIB avait 'seulement' été divisé par deux...), puis de profiter d'une conjoncture internationale favorable alors que la croissance rapide de l'impérialisme chinois faisait s'envoler le prix des ressources minières et énergétiques, rares sont les pays impérialistes en déclin à disposer de tous ces atouts leur permettant d'espérer demeurer sur le long terme des puissances impérialistes au moins sur le plan régional. Seul l'impérialisme américain dispose de tels atouts. À l'inverse, une fois leurs dernières industries de haute technologie liquidées, les ex-puissances impérialistes comme le Japon, l'Allemagne, le Royaume-Uni, la France, l'Italie, l'Espagne, etc. n'auront guère plus que la force de travail de leur prolétariat à proposer à l'impérialisme chinois et pour seul espoir de développement le fait de se transformer en appendice productif de l'industrie chinoise... Mais ces pays entreront alors en concurrence avec la grande masse des pays dépendants ateliers des continents américains, européens, asiatiques et africains !

Pages oubliées de la victoire

PAVEL Krasnov, Traduit par ANDREY Krasnov

Le 8 Mai à 23h00 (Mai 9, heure de Moscou), l'Allemagne a signé un accord de capitulation. C'était quelques jours après l'armée soviétique Berlin capturé et détruit plusieurs grandes forces allemandes en Hongrie, en Poméranie et en Tchécoslovaquie. Tout le monde sait cela, et tout semble simple - les alliés vaincu le fascisme et le nazisme, ce qui permettra de sauver l'humanité.

Cependant, cette embellie est une version beaucoup plus de l'histoire de

cette victoire, et a peu à voir avec ce qui s'est réellement passé. L'URSS a dû faire face à des bandits - Western élites au pouvoir, qui l'URSS était en mesure de tirer dans la guerre avec Hitler. Ils ont non seulement créé Hitler dans le but de détruire l'URSS, mais aussi la planification d'un retour de couteau attaque contre l'URSS, immédiatement après la fin de la guerre. En outre, ils étaient en fait d'utiliser le reste des forces

allemandes à les aider dans cette attaque.

Il n'y a pas unis Victory Parade, qui est étrange, si les relations étaient alliés. Eisenhower et Montgomery a refusé de prendre part à une victoire unis Parade à Berlin. Cette victoire encore arrivé sur 7 Septembre 1945, mais que le maréchal Joukov était là pour saluer il. Les dirigeants politiques et militaires des alliés ne sont pas parvenus à ce défilé, et de la garnison d'unités de secteurs de

Berlin-Ouest sont les seuls alliés qui ont pris part.

La raison en est que la capitulation d'accord a déjà été signée par les Allemands - dans la nuit de Mai 6-7, 1945, dans un centre de commandement alliés à Reims. Dirigeants soviétiques n'avaient même pas de temps pour y arriver. Les «alliés» ont tenté de tromper l'Union soviétique.

En outre, les «alliés» ignorent les accords de la conférence de Yalta, qui ont été signés par Roosevelt, Churchill et Staline, et a créé un nouveau document, qui a été libéré de toute indésirables les accords de Yalta. L'Union soviétique n'était même pas mentionnée, comme si elle n'a jamais pris part à la guerre. Le document de la capitulation est donné pour les Allemands avant même une copie a été envoyée à Moscou. Le 7 Mai Churchill et Truman a annoncé la capitulation des forces allemandes, avant les États-Unis et les forces britanniques. Il a fallu beaucoup d'efforts sur la partie soviétique de faire signer les alliés des États-Unis, un accord final avec l'URSS sur le 8 Mai (9). Les événements de Reims ont été diplomatiquement nommé "un accord préliminaire". Cependant, même avant cela, les alliés ont agi très dishonorablement. Par exemple, il est notoire que Allen Dulles, était en train de négocier avec les nazis, au nom de l'élite occidentale. C'est seulement à cause de Staline, qu'un accord entre les nazis et leurs alliés a été évité. Néanmoins, il est certain que certains des accords secrets ont été conclus entre les deux. En conséquence, le front de l'Ouest, a été pratiquement inexistante à partir de la fin de Février 1945: les Allemands ont d'immenses territoires et se retira pratiquement sans combattre. Toutefois, sur le front de l'Est, ils ont lutté farouchement pour chaque mètre de terrain. Les nazis et les «alliés» ont un but commun - de

garder les troupes russes hors de l'Europe centrale. Cela a été ouvertement déclaré par Churchill. Il a été impossible pour les alliés d'avoir un pacte avec les nazis, ils revenir à cette stratégie.

À la fin de ce jeu, il est prévu de renoncer à Berlin sans combat aux alliés, ce qui prive l'Union soviétique de sa victoire. En outre, la deuxième guerre mondiale était censée transition à la troisième guerre mondiale avec l'attaque des alliés sur l'URSS. Au début du mois d'avril 1945, W. Churchill a donné l'ordre aux chefs d'état-major de développer un plan pour une attaque surprise sur l'URSS, appelée opération "Unthinkable". Ce document a été déclassifié et est désormais disponible pour le public.

Le 1 Juillet 1945, 47 divisions britanniques et américains étaient censés, sans déclaration de guerre, attaquer les forces russes. Ils devaient être soutenus par 12 divisions allemandes, dont les alliés n'ont pas dissoudre. Ces divisions ont été formés par des instructeurs britanniques et préparés pour une guerre avec l'URSS avec les forces occidentales. Conformément à l'ordre de Churchill, les armes et les équipements des divisions allemandes ont été stockés à des endroits facilement accessibles rapidement armement.

Cette guerre a été prévue pour être une unité offensive des forces de la civilisation occidentale sur la Russie. La Pologne, la Hongrie, la Roumanie, la Finlande et dans d'autres pays ont également l'intention de se joindre à cette "croisade". Le but de cette guerre était de détruire complètement l'Union soviétique et les séparer en plusieurs colonies contrôlables. La guerre était censée se terminer à la même frontière que le plan de Hitler "Barberousse" - la frontière Arkhangelsk-Stalingrad.

Les élites occidentales avaient prévu de sortir les Russes par la terreur - par la destruction des grandes villes soviétiques: Moscou, Leningrad, Vladivostok, Mourmansk, etc. avec des vagues de son "forteresses volantes". Plusieurs millions de Russes ont l'intention de mourir dans la terrifiante "firestorms". C'est ainsi que Hambourg, Dresde, Tokyo et dans d'autres villes ont été rasées. Ce devait être le sort des alliés de l'URSS.

Toutefois, le 29 Juin 1945, un jour avant le début de la guerre, l'Armée rouge a changé de façon inattendue de son emplacement et a commencé à renforcer ses positions. Le plan est connu allié à Staline, et les chefs d'état-major ont ordonné de prendre des mesures. Heureusement, Staline était encore à la tête de l'Union soviétique, et cette guerre a été évitée.

En avril 1945, les alliés de la pensée de l'Armée rouge ont été épuisés, de son équipement et de machines hors d'usage à la limite, et de ses fournitures à une fin. Berlin a joué un rôle très important dans l'Ouest plans. Les nazis ont prévu de tourner à Berlin dans un Stalingrad pour les Soviétiques. Les troupes soviétiques étaient censées être affaiblis et usés dans les combats sur les rues de Berlin. Et après les troupes alliées sont à remplacer et à chasser les Allemands de l'Armée Rouge jusqu'à la Volga - leurs troupes étaient déjà à seulement 100 km de Berlin. Le rôle des Allemands est d'empêcher les troupes soviétiques à partir de la prise de Berlin à tout prix. Les Allemands ont lutté avec courage.

Pour cette raison, la prise de Berlin est devenu l'un des plus grands «alliés» ont dû être montré que le résultat d'une guerre est décidée sur la terre, et non pas dans l'air ou en mer.

Berlin était une ville fortifiée, citadelle. Tous les grands bâtiments ont été transformés en forteresses et sont reliés par des tunnels souterrains et des communications. Une gigantesque zone défensive a commencé immédiatement après la rivière Oder. Il a consisté en l'interconnexion de bunkers et autres structures de défense, et dans certains endroits, était d'environ 50 km de large.

Allied spécialiste ne doute pas que l'armée soviétique a été de perdre au moins un million de morts et 3 millions de blessés en prenant Berlin. Ce fut près de la moitié des troupes soviétiques dans l'ensemble du front occidental.

L'opération stratégique a consisté à Berlin du 5 opérations tactiques. On pense souvent que l'opération de Berlin a été un non-stop offensif. Ce n'est pas le cas - à plusieurs reprises, les Allemands contre-puissant a fait des grèves, en essayant d'arrêter l'avance soviétique. Plusieurs fois, les Allemands ont même été en mesure de sortir de l'encerclement des troupes soviétiques à Berlin.

Toutefois, toutes les forces qui ont éclaté à travers le blocus ont été détruits par le char soviétique grèves. Sur les 200.000 soldats allemands, pratiquement personne ne survit.

2,5 millions soviétique et 150.000 soldats polonais ont participé à l'opération de Berlin. Ils étaient opposés à plus d'un million de soldats allemands. L'opération, qui a été menée sur une frontière de plus de 500 km, a commencé le 16 avril et s'est terminée avec la prise de Berlin le 2 Mai. Pendant ce temps, la quasi totalité de la force allemande a été détruit ou capturé - plus de 400.000 soldats allemands ont été tués et plus de 500.000 ont été capturés. L'ensemble des pertes de l'armée soviétique et polonais ont été 80.000 morts. Le commandement allié a été choqué par la puissance que l'Armée rouge a démontré lors de la prise de Berlin. Les forces soviétiques ont montré la capacité à utiliser efficacement les énormes quantités d'armes (jusqu'à 650 unités d'artillerie par km) et direct que la grève dévastatrice mobile pénétré profondément derrière les lignes

ennemies. Une nouvelle analyse par les spécialistes militaires occidentaux est devenue abstinentes élites de l'Ouest - dans le cas d'une attaque directe contre l'URSS, quelle que soit leur écrasante domination dans les airs et en mer, les forces de la coalition anti-soviétique en Europe, allaient être détruits et conduits dans la Manche dans un délai de deux à trois semaines. Même la grève par les deux bombes nucléaires américaines ne vont pas changer la situation.

Staline, de la décision de la tempête de Berlin au début de Mai 1945 a empêché la Troisième Guerre mondiale. Cette hypothèse est étayée par des documents récemment déclassifiés. Si pas de Staline, Berlin aurait été remis aux «alliés», sans une lutte, et les forces combinées de l'Europe et l'Amérique du Nord aurait agressé l'Union soviétique.

Gloire à l'Armée rouge, et JV Staline!

De l'édition anglaise de NSC, Vol. 17#8-Mai, 2009.

Traduction Dr Adélar Paquin

L'effondrement du capitaliste mondial et l'éveil des travailleurs du monde

Article de RAY O LIGHT paru dans le no de Mai 2009) de l'Édition anglaise de NSC.

REMARQUES CRITIQUES DE CET ARTICLE DE ROL PAR LE CAMARADE VINCENT GOUYSSÉ.

Camarade, voici les remarques critiques qui me semblent importantes à faire concernant cet article de ROL.

ROL a écrit: (« Over the past few months, the world capitalist economic crisis has deepened everywhere. From China and India to Poland and Latvia, tens of millions of workers have lost their jobs and their livelihoods. In most of the countries of Eastern Europe, the numbers and percentages of unemployed have already reached staggering proportions. In the USA,

November and December each saw over five hundred thousand new unemployed workers; and over six hundred thousand lost their jobs in each of the first three months of 2009. When the large number of self-employed and the underemployed are included, an estimated five million workers in the USA alone have been drastically impacted. »

Réponse de Vincent.

ROL parle de la crise comme si son impact était le même partout, depuis les USA, jusqu'à la Pologne, à l'Inde et à la Chine. Or les faits

économiques prouvent que l'industrie de l'Inde et la Chine ont en réalité peu souffert de la crise. Si le chômage a bondi, c'est avant tout dans les pays les plus impactés par la crise.

ROL: « The initial response of the imperialist and other reactionary governments to the crisis has been to provide multi-billion dollar (euro, pound, yen) bailout giveaways to the wealthiest, greediest and most guilty ruling class bankers and businessmen, the very people most responsible for the depth of the

crisis. This boondoggle has been squeezed out of the sweat and blood of the working class in every country, indeed, the amount of dollars, euro, etc. involved in the bailouts will still be coming out of the children and grandchildren of those of us in today's working class, if we allow the system of monopoly capitalism and imperialism to survive. »

Vincent: *Si la première réponse des gouvernements bourgeois fut de tenter de sauver les banques de leurs pays, aboutissant à leur nationalisation, c'est avant tout parce que les banques centralisent les capitaux de l'ensemble de l'économie, l'industrie incluse. Les laisser faire faillite, c'est laisser l'ensemble de l'industrie faire faillite ! Ne pas comprendre cette évidence sous le capitalisme, c'est rester prisonnier de la critique petite bourgeoise de l'impérialisme qui ne voit dans le Capital financier que le boursicotier (trader). En outre, RoL n'explique pas les causes profondes de la crise et en quoi la bourgeoisie en est responsable. Ne comprenant pas les causes de la crise actuelle, RoL ne le peut pas.*

ROL: « In this setting, the international working class is being jolted into action – as if shaken out of slumber.

In the past few months, the working class of the French colonies of Guadeloupe and Martinique have waged powerful workers strike struggles organized through their trade unions, spearheading their islands' masses in their demand for economic relief from this global capitalist crisis. The general strikes on both these Caribbean islands, with overwhelming popular support, have succeeded in winning their immediate wage and price demands and have raised the fundamental question of political power, including the question of national sovereignty vis-a-vis French imperialism. Their

struggle has inspired a similar struggle with similar demands in the French island colony of La Reunion in the Indian Ocean on the other side of the world.

No doubt, too, the strong uprisings of the exploited and oppressed masses of Guadeloupe and Martinique have helped provide backbone to the increasingly independent stands of Latin American countries such as Venezuela, Bolivia and Ecuador in opposition to U.S. imperialism. More dramatically, the defeat of the Arena Party government in the March 2009 election in El Salvador represents a resurgence of mass anti-imperialist sentiment among the workers in this Central American country, a former center of revolutionary activity. For more than two decades, prior to this victory, the Salvadoran working people had been living under the Arena party-led state of terror.

At the same time, the French working class, inspired at least in part by their class brothers and sisters in Guadeloupe and Martinique, has undertaken massive and militant demonstrations within that important imperialist country itself, resisting the efforts of the French ruling class to put the burden of the crisis on their shoulders. Likewise, the working people of Greece, along with the students, have been staging massive protests against police brutality and in defense of popular education, also fueled by the economic crisis. The street demonstrations of the Greek masses have shaken the roots of the reactionary regime there.

The working class militancy being exhibited in oppressed colonies and neo-colonies and major imperialist countries, as well as countries in between, is a reflection of the mass disaffection with the world system of monopoly capitalism and imperialism. Even without the existence of a viable alternative socialist camp at this

time, the toiling masses' fascination with global capitalism has been broken. »

Vincent : *"RoL insiste sur les luttes récentes en Guadeloupe et en France. Mais celles-ci n'ont rien à voir. Celle de Guadeloupe ont en effet été les plus radicales et ont remis en cause le modèle de développement colonial. Les réformistes de la métropole (depuis la 'gauche' jusqu'à 'l'extrême gauche'), n'ont vu que la lutte pour les salaires, et se sont bien gardés de parler de l'aspect principal de la lutte des travailleurs guadeloupéens ! Ces luttes démontrent donc l'extrême faiblesse des luttes du prolétariat : souvent corporatistes et exclusivement de caractère économique, elles ne menacent pour l'instant en rien la bourgeoisie dans les métropoles impérialistes. Et que dire de 'l'anti-impérialisme' de pays latino-américains qui continuent de se tourner toujours plus vers l'impérialisme chinois ?... Comme je le disais déjà dans Impérialisme et anti-impérialisme, il ne faut pas prendre pour de l'anti-impérialisme ce qui n'est que le changement de 'partenaire impérialiste'..."*

ROL: « Within the USA itself, for sixty years U.S. imperialism's post World War II hegemony in the capitalist world allowed for a situation to develop in which the organized labor movement has been almost totally subservient to U.S. imperialism, and the U.S. working class has been loyal to the U.S. imperialist ruling class as it became almost completely caught up in the consumer culture. For about twenty-five years after World War II (approximately 1947-1972), the organized section of the U.S. working class was able to win wage increases (and material gains) without the bitter and bloody struggles normally associated with such working class advance. This

fact of life was precisely in accordance with Lenin's teachings on the imperialist bribery of "its own" working class by major imperialist powers.

For the past thirty-five years or so, since then, the real wages of U.S. workers have not increased. Yet working people here have continued to experience significant material gains. This has been largely due to the inflation bubble and especially inflation in the housing sector on which most working class family wealth is based. In recent years the consumer spending of U.S. working people, largely on the basis of the proceeds from housing inflation, has been the engine driving much of the world capitalist system's economic production. »

Vincent: *Si la classe ouvrière US fut la première à être massivement embourgeoisée, c'est en premier lieu du fait de la position dominante de l'impérialisme US depuis les années 1920. Là-dessus est venue se greffer une nouvelle division internationale du travail (à partir du début des années 1970), qui a accentué le caractère parasitaire de la domination économique impérialiste sur les pays dépendants et renforcé l'influence bourgeoisie au sein d'un prolétariat déjà embourgeoisé. (cf. Impérialisme et anti-impérialisme) Ces chaînes dorées n'ont rien à voir avec une quelconque 'bulle de l'inflation':*

ROL: « It is no wonder, then, that, over these sixty years, the U.S. working class and its labor movement have been almost completely won over to the "virtues" of capitalism, U.S. imperialism style.

Now this is no longer the case! The subprime mortgage crisis in the USA has led to a housing crisis which has led to a U.S. financial crisis, to a world financial crisis, and finally to a world capitalist economic crisis. The subsequent massive job loss and the wiping out of private

pensions, along with the U.S. government bailout of the rich ruling class financial criminal organizations like Bank of America, Citigroup and Goldman Sachs is awakening the U.S. working class to the fact that the system is rotten. Certainly, if we don't yet know it, we feel it in our bones.

In the USA, the growing mass disaffection with the system of monopoly capitalism and imperialism is a fundamentally new condition that dramatically impacts every clash between labor and capital, between the oppressed and the oppressor, between the police and the oppressed nationalities, between the workers and the opportunists leading the U.S. labor movement.

Three outstanding recent developments in the U.S. working class movement reflect this new reality – the growing revolutionary potential of the working class within the belly of the beast itself. »

Vincent: *Ainsi, face à la crise, les travailleurs auraient déjà abandonné tout espoir de retrouver leur situation précédente (un tableau bien optimiste !). En fait, la bourgeoisie a détourné la colère des masses sur un bouc-émissaire tout trouvé : le trader et la finance ! Certes le mécontentement des larges masses a considérablement grandi, mais il reste encore complètement prisonnier de l'horizon du réformisme petit-bourgeois, une tendance à laquelle RoL contribue. Comme je l'ai montré, la crise des subprimes n'est que le résultat apparent d'un phénomène de fond : le surendettement croissant d'État impérialistes en déclin et la stagnation des salaires réels : incapables de continuer de financer à crédit leurs importations de biens intermédiaires venant des pays ateliers, les pays impérialistes les plus endettés (USA, GB) ont conduit à la faillite les couches les plus fragiles financièrement de leur*

population : les ménages pauvres (dont les revenus devaient stagner afin de lutter contre la concurrence chinoise), se sont alors retrouvés en cessation de paiement et leurs créditeurs avec ! La consommation étant basée sur l'endettement des ménages des pays impérialistes, la crise du crédit a entraîné de manière naturelle une contraction de la demande qui a rapidement montré son impact sur l'industrie, non seulement des USA, mais également de l'ensemble de celle de ses fournisseurs ! Dans ce contexte, la différenciation économique s'accélère entre les puissances impérialistes sur le déclin et l'impérialisme chinois ! Dans Impérialisme et anti-impérialisme, j'envisageais déjà cette possibilité de crise économique majeure (bien que la compréhension minutieuse de quelques subtilités 'financières' du système d'exploitation n'était encore incomplète) :

« Durant la période 1980-2006, la production française d'acier a enregistré une baisse de près de 9 %, 23 millions de tonnes d'acier ayant été produites en 1980. En 1979, la production d'acier américaine se chiffrait à 127 millions de tonnes. En 2006, elle enregistrait donc une baisse de 22 % par rapport à son niveau de 1979. Mais la puissance de l'industrie chinoise ne se réduit pas aux biens de consommation courants et à la sidérurgie. La Chine investit de manière croissante des marchés aujourd'hui encore dominés par ses concurrents impérialistes les plus puissants, comme le Japon quelques décennies plus tôt. (...) Depuis un siècle, les « bonds » des vieux pays impérialistes prenaient racine sur des différentiels assez faibles au niveau de leur puissance économique et du coût de leur force de travail. Rien de tel aujourd'hui : l'intensité de la concurrence livrée par l'impérialisme chinois est démultipliée par le gigantesque

différentiel existant au niveau de la productivité horaire du travail conférée par le coût défiant toute concurrence de la main d'œuvre chinoise et la haute technicité de l'outil productif, un différentiel qu'il est donc impossible pour les vieux pays impérialistes de combler sans réduire à néant les « adoucissements » matériels concédés pendant un siècle aux travailleurs des métropoles impérialistes. Ce n'est pas davantage dans le domaine des nouvelles technologies que les vieux pays impérialistes pourront encore très longtemps conserver leur avance sur l'impérialisme chinois, comme en témoignent les chiffres des dépenses en recherche et développement. Pour le prolétariat des pays impérialistes en déclin, cela signifie des attaques croissantes dans toutes les directions contre le niveau des salaires réels afin de réduire le différentiel, comme unique moyen d'essayer d'enrayer l'érosion industrielle et donc de la croissance économique dans le cadre de la production marchande internationale. (...) De plus en plus, avec la baisse des salaires réels des travailleurs des vieux pays impérialistes, pour tenter de lutter contre la concurrence chinoise, la menace d'une réduction des débouchés semble inévitable et augure de gigantesques crises économiques mondiales que le commerce et les investissements croissants vers les pays dépendants les moins industrialisés sera incapable de compenser. L'émergence de l'impérialisme chinois provoquera donc inévitablement à lui seul des séismes d'une magnitude jusque-là inconnue, du fait de son poids industriel et démographique, même si l'Inde n'arrive pas à s'arracher à la domination compradore. (...) Il est donc aujourd'hui ultra-réactionnaire, dans les conditions capitalistes mondiales, de prétendre « ré-industrialiser » les pays

impérialistes en déclin. Ce serait comme prétendre pouvoir débarrasser le capitalisme des activités de spéculation au profit des investissements productifs, illusion kautskiste-réformiste combattue par Lénine. Ou bien alors il faut être logique et abaisser le coût de la force de travail pour rendre à nouveau compétitifs les investissements productifs ! C'est ce que souhaite le MEDEF ! Mais alors il faudrait réduire à néant les adoucissements matériels à l'exploitation (salaires et acquis sociaux) dont bénéficient beaucoup de travailleurs des vieux pays impérialistes ! La bourgeoisie ne pourrait obtenir ceci sans opter pour le fascisme. Cette « solution » ne serait d'ailleurs pas sans avoir un très fort impact sur les économies des pays ateliers dont la croissance est alimentée essentiellement par le marché extérieur. On imagine sans mal le chaos dans lequel sombrerait le système impérialiste mondial ! Il est évident que la « mondialisation » n'a rien réglé de la contradiction fondamentale entre Travail et Capital, mais qu'elle lui a fait prendre des proportions gigantesques. (...) D'abord, les vieux pays impérialistes vivent de plus en plus à crédit. Ceci augmente le risque de rupture entre la production et la consommation : les probabilités des crises économiques et leur potentiel destructif augmentent, notamment dans les pays ateliers où la surproduction relative est une réalité permanente. Les crises économiques « régionales » de la fin du 20ème siècle sont à replacer dans ce contexte. (...) Aujourd'hui, c'est le système impérialiste mondial dans son ensemble qui va à sa ruine : dans les pays abritant l'immense majorité de la population de la planète les conditions révolutionnaires objectives et subjectives les plus favorables existent : une base industrielle puissante et diversifiée,

un prolétariat industriel nombreux, un niveau culturel relativement élevé. (...) L'impérialisme chinois, en diversifiant sa production, en remontant les filières marchandes de hautes technologies, évince toujours davantage ses concurrents les plus puissants dans un nombre croissant de domaines. En recherchant de nouvelles sources de matières premières, en conquérant de nouveaux débouchés d'exportation pour ses marchandises et ses capitaux, l'impérialisme chinois aggrave les rivalités inter-impérialistes à l'échelle internationale. En restreignant toujours davantage la part des vieilles puissances impérialistes dans l'économie mondiale, en maintenant une pression extrêmement forte sur le marché international de la vente de la force de travail humaine et des matières premières, non seulement l'impérialisme chinois pousse ses concurrents impérialistes à des actions toujours plus aventureuses et hasardeuses dans les pays dépendants, remettant au goût du jour le large recours aux méthodes de domination coloniales et accroissant donc la haine des peuples de ces pays contre l'impérialisme ; mais aussi aggrave-t-il les contradictions sociales au sein même des vieilles métropoles impérialistes, créant les conditions objectives à un large et durable essor révolutionnaire dans ces pays où pendant près d'un siècle avait réussi à triompher l'opportunisme et le social-chauvinisme, nourris par les miettes de l'exploitation impérialiste. (...) Aujourd'hui, les pays dépendants ne sont plus les seuls « maillons faibles » de la chaîne du système impérialiste mondial : de plus en plus, les bonds de l'impérialisme chinois impliquent et impliqueront des reculs chez ses concurrents impérialistes dans le domaine commercial et des investissements. » (Impérialisme et

anti-impérialisme, mai 2007, édition numérique, p. 154 - p. 174 - p. 175 - p. 199 - p. 202 - p. 229 - p. 235.)

ROL: « The protracted and mass struggle for union democracy being carried out by NUHW, occurring in this period of economic crisis and nascent working class ferment, holds significance far beyond California and the SEIU. It has the potential for helping to pave the way for class struggle-oriented, democratically-run, rank and file-led unions, capable of leading a crusade of working class organization and struggle against capital such as were born and thrived in the last Great Depression with the rise of the Congress of Industrial Organization (CIO). NUHW needs and deserves our support.

For those of us who have "kept the faith" and continued to uphold

the banner of socialism, even as the Socialist Camp dissolved and disappeared, the new world capitalist economic crisis provides a great opportunity and an increased responsibility. We need to spread the truth about the superiority of the socialist system to a new generation of working people who are every day learning new bitter lessons about the degradation and dead end character of capitalism in the twenty-first century.

As Karl Marx wrote, 160 years ago, "We have nothing to lose but our chains! We have a world to win!" On to the Socialist Future! »

Vincent: *Attention aux parallèles avec la Grande Dépression : il n'existe plus aucun pays socialiste pouvant servir de base arrière et d'appui aux travailleurs. De plus, la*

crise économique actuelle est bien plus grave pour les ex-leaders impérialistes dont l'industrie ne s'en relèvera pas... En résumé, les travailleurs doivent donc repartir de zéro en s'inspirant de l'expérience positive de l'URSS des années 20-40 et en prenant garde aux dangers qu'à révélé la restauration du capitalisme au début des années 50. Hors de cela, la crise économique actuelle ne conduira qu'à la décomposition dénuée de toute perspective révolutionnaire d'un prolétariat largement embourgeoisé. Comprendre quelles sont les chaînes de l'exploitation impérialistes qu'il faut briser est donc essentiel !

Amitiés révolutionnaires

voltairenet.org

Pourquoi une faim galopante au XXI^e siècle et comment l'éradiquer?

Par Éric Toussaint, Damien Mill

Pendant que les pays riches s'inquiètent des conséquences de la crise financière, la faim continue de tuer dans les pays pauvres. Le programme du millénaire, mis en place par l'ONU devait la vaincre, mais en réalité, la famine progresse. Les causes de ce drame sont à rechercher dans les politiques publiques inspirées par le FMI et la Banque mondiale, dans la spéculation, et bien sur dans le phénomène de la dette, observent Damien Millet et Éric Toussaint du CADTM.

Comment expliquer qu'on soit toujours confronté à la faim au 21^{ème} siècle ? Un habitant de la planète sur sept souffre de la faim en permanence.

Les causes sont connues : une injustice profonde dans la distribution des richesses, un accaparement des terres par une minorité réduite de très grands propriétaires. Selon la FAO, 963

millions de personnes souffraient de la faim en 2008. Structurellement, ces personnes appartiennent paradoxalement à la population rurale. Ce sont en majorité des producteurs agricoles qui ne possèdent pas de propriétés ou pas assez de terres, ni de moyens pour les mettre en valeur.

Qu'est-ce qui a provoqué la crise alimentaire de 2007-2008 ?

Il faut souligner qu'en 2007-2008, le nombre de personnes souffrant de la faim a augmenté de 140 millions. Cette nette augmentation est due à l'explosion du prix des produits alimentaires. Dans de nombreux pays, cette augmentation des prix de vente des aliments au détail tourne autour de 50 %, parfois plus.

Pourquoi une telle augmentation ? Il est important de comprendre ce qui s'est passé depuis trois ans pour répondre à cette question et, ensuite, mettre en place des politiques alternatives adéquates.

D'une part, les pouvoirs publics du Nord ont augmenté leurs aides et leurs subventions pour les agro-carburants (appelés à tort « biocarburants » alors qu'ils n'ont pourtant rien de bio). Du coup, il est devenu rentable de remplacer les cultures vivrières par des cultures fourragères et d'oléagineux, ou de dévier une partie de la production de grains (maïs, blé...) vers la production d'agro-carburants.

D'autre part, après l'éclatement de la bulle de l'immobilier aux États-Unis, puis dans le reste du monde par ricochets, la spéculation des grands investisseurs (fonds de pension, banques d'investissement, hedge funds...) s'est déplacée vers les marchés boursiers où se négocient les contrats sur les denrées alimentaires (principalement trois Bourses des États-Unis spécialisées dans les marchés à terme de grains : Chicago, Kansas City et Minneapolis). Il est donc urgent pour les citoyens d'agir pour interdire par

voie légale la spéculation sur les aliments... Bien que la spéculation à la hausse ait pris fin au milieu de l'année 2008 et que les prix sur les marchés à terme soient ensuite retombés en flèche, les prix au détail n'ont pas suivi le même mouvement. L'écrasante majorité de la population mondiale dispose de revenus très bas et subit encore aujourd'hui les conséquences dramatiques de l'augmentation des prix des aliments de 2007-2008. Les dizaines de millions de perte d'emplois annoncées pour 2009-2010 à l'échelle mondiale vont aggraver la situation. Pour contrer cela, il faut que les autorités publiques exercent un contrôle sur les prix alimentaires afin de les faire baisser.



L'augmentation de la faim dans le monde n'est pas due pour le moment au changement climatique. Mais ce facteur aura des conséquences très négatives dans l'avenir en termes de production dans certaines régions du monde, en particulier les zones tropicales et subtropicales. La production agricole dans les zones tempérées devrait être moins touchée.

Est-il possible d'éradiquer la faim ?

Éradiquer la faim, c'est tout à fait possible. Les solutions fondamentales pour atteindre cet objectif vital, passent par une politique de souveraineté alimentaire et une réforme agraire. C'est-à-dire nourrir la population à partir de l'effort des producteurs locaux, tout

en limitant les importations et les exportations.

Il faut que la souveraineté alimentaire soit au cœur des décisions politiques des gouvernements. Il faut se baser sur les exploitations agricoles familiales utilisant des techniques destinées à produire des aliments dits « bio » (ou « organiques »). Cela permettra en plus de disposer d'une alimentation de qualité : sans OGM, sans pesticides, sans herbicides, sans engrais chimiques. Mais pour atteindre cet objectif-là, il faut que plus de 3 milliards de paysans puissent accéder à la terre en quantité suffisante et la travailler pour leur compte au lieu d'enrichir les grands propriétaires, les transnationales de

l'agro-business et les commerçants. Il faut aussi qu'ils disposent, grâce à l'aide publique, des moyens pour cultiver la terre (sans l'épuiser).

Pour ce faire, il faut une réforme agraire, réforme qui manque toujours cruellement, que ce soit au Brésil, en Bolivie, au Paraguay, au Pérou, en Asie ou dans certains pays d'Afrique. Une telle réforme agraire doit organiser la redistribution des terres en interdisant les grandes propriétés terriennes privées et en fournissant un soutien public au travail des agriculteurs.

Il est important de souligner que le FMI et surtout la Banque mondiale ont d'énormes responsabilités dans la crise alimentaire car ils ont recommandé aux gouvernements du Sud de supprimer les silos à grains

qui servaient à alimenter le marché intérieur en cas d'insuffisance de l'offre et/ou d'explosion des prix. La Banque mondiale et le FMI ont poussé les gouvernements du Sud à supprimer les organismes de crédit public aux paysans et ont poussé ceux-ci dans les griffes des prêteurs privés (souvent de grands commerçants) ou des banques privées qui pratiquent des taux usuriers. Cela a provoqué l'endettement massif des petits paysans, que ce soit en Inde, au Nicaragua, au Mexique, en Égypte ou dans de nombreux pays d'Afrique subsaharienne. Selon les enquêtes officielles, le surendettement des paysans qui touche les paysans indiens est la cause principale du suicide de 150 000 paysans en Inde au cours des dix dernières années. C'est un pays où précisément la Banque mondiale s'est employée avec succès à convaincre les autorités de supprimer les agences publiques de crédit aux agriculteurs. Et ce n'est pas tout : au cours des 40 dernières années, la Banque mondiale et le FMI ont aussi poussé les pays tropicaux à réduire leur production de blé, de riz ou de maïs pour les remplacer par des cultures d'exportation (cacao, café, thé, bananes, arachide, fleurs...). Enfin, pour parachever leur travail en faveur des grandes sociétés de l'agro-business et des grands pays exportateurs de céréales (en commençant par les États-Unis, le Canada et l'Europe occidentale), ils ont poussé les gouvernements à ouvrir toutes grandes les frontières aux importations de nourriture qui bénéficient de subventions massives de la part des gouvernements du Nord, ce qui a provoqué la faillite de nombreux producteurs du Sud et une très forte réduction de la production vivrière locale.

En résumé, il est nécessaire de mettre en œuvre la souveraineté alimentaire et la réforme agraire. Il

faut abandonner la production des agro-carburants industriels et bannir les subventions publiques à ceux qui les produisent. Il faut également recréer au Sud des stocks publics de réserves d'aliments (en particulier de grains : riz, blé, maïs...), (re)créer des organismes publics de crédit aux agriculteurs et rétablir une régulation des prix des aliments. Il faut garantir que les populations à bas revenu puissent bénéficier de bas prix pour des aliments de qualité. L'État doit garantir aux petits producteurs agricoles des prix de vente suffisamment élevés afin de leur permettre d'améliorer nettement leurs conditions de vie. L'État doit également développer les services publics dans les milieux ruraux (santé, éducation, communications, culture, « banques » de semences...). Les pouvoirs publics sont parfaitement à même de garantir à la fois des prix subventionnés aux consommateurs d'aliments et des prix de vente suffisamment élevés pour les petits producteurs agricoles afin qu'ils disposent de revenus suffisants.

Ce combat contre la faim n'est-il pas partie prenante d'un combat bien plus vaste ?

On ne peut prétendre sérieusement lutter contre la faim sans s'attaquer aux causes fondamentales de la situation actuelle. Or la dette est l'une d'entre elles, et les effets d'annonce sur ce thème, fréquents ces dernières années comme lors des sommets du G8 ou du G20, masquent mal que ce problème demeure entier. La crise globale qui touche le monde aujourd'hui aggrave la situation des

pays en développement face au coût de l'endettement et de nouvelles crises de la dette au Sud sont en préparation. Or cette dette a conduit les peuples du Sud, souvent pourvus en richesses humaines et naturelles considérables, à un appauvrissement général. La dette est un pillage organisé auquel il est urgent de mettre fin.

En effet, le mécanisme infernal de la dette publique est un obstacle essentiel à la satisfaction des besoins humains fondamentaux, parmi lesquels l'accès à une alimentation décente. Sans aucun doute, la satisfaction des besoins humains fondamentaux doit primer sur toute autre considération, géopolitique ou financière. Sur un plan moral, les droits des créanciers, rentiers ou spéculateurs ne font pas le poids par rapport aux droits fondamentaux de six milliards de citoyens, piétinés par ce mécanisme implacable que représente la dette.

Il est immoral de demander aux pays appauvris par une crise globale dont ils ne sont nullement responsables de consacrer une grande partie de leurs ressources au remboursement de créanciers aisés (qu'ils soient du Nord ou du Sud) plutôt qu'à la satisfaction de ces besoins fondamentaux. L'immoralité de la dette découle également du fait qu'elle a très souvent été contractée par des régimes non démocratiques qui n'ont pas utilisé les sommes reçues dans l'intérêt de leurs populations et ont souvent organisé des détournements massifs d'argent, avec l'accord tacite ou actif des États du Nord, de la Banque mondiale et du FMI. Les créanciers des pays les

plus industrialisés ont prêté en connaissance de cause à des régimes souvent corrompus. Ils ne sont pas en droit d'exiger des peuples qu'ils remboursent ces dettes immorales et illégitimes.

En somme, la dette est un des principaux mécanismes par lesquels une nouvelle forme de colonisation s'opère au détriment des peuples. Elle vient s'ajouter à des atteintes historiques portées également par les pays riches : esclavage, extermination de populations indigènes, joug colonial, pillage des matières premières, de la biodiversité, du savoir-faire des paysans (par le brevetage au profit des transnationales de l'agro-business du Nord des produits agricoles du Sud comme le riz basmati indien) et des biens culturels, fuite des cerveaux, etc. Il est plus que temps de remplacer la logique de domination par une logique de redistribution de richesses dans un souci de justice.

Le G8, le FMI, la Banque mondiale et le Club de Paris imposent leur propre vérité, leur propre justice, dont ils sont à la fois juge et partie. Face à la crise, le G20 a pris le relais et cherche à remettre un FMI discrédité et délégitimé au centre du jeu politique et économique. Il faut mettre fin à cette injustice qui profite aux oppresseurs, qu'ils soient du Nord ou du Sud.

Éric Toussaint

Éric Toussaint est président du CADTM Belgique (Comité pour l'Annulation de la Dette du Tiers Monde). Dernier livre publié : *Banque du Sud et nouvelle crise internationale*, CADTM/Syllepse, 2008.

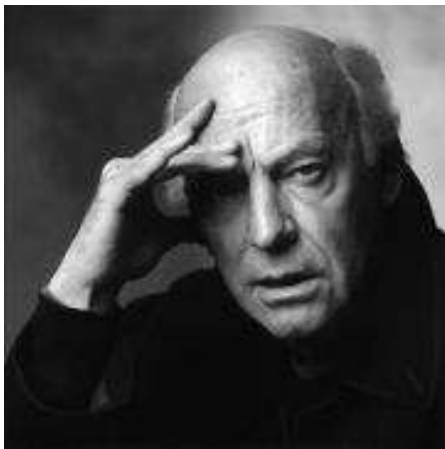
Excusez-moi de vous déranger...

Eduardo Galeano

Je voudrais partager quelques questions qui me trottent dans la tête. Elle est juste, la justice? Elle tient debout, cette justice du monde à l'envers? Le zapatista^[1] d'Irak, celui qui a lancé les chaussures contre Bush, a été condamné à trois années de prison. Ne méritait-il pas plutôt une décoration?

Qui est le terroriste? Celui qui a visé, ou celui qui a été visé? N'est-il pas coupable de terrorisme le tueur en série qui, en mentant, a inventé la guerre en Irak, assassiné une multitude, légalisé la torture et ordonné de l'appliquer? Sont-ils coupables les paysans d'Atenco au Mexique, ou les indigènes mapuches du Chili, ou les Kelchies du Guatemala, ou les paysans sans terre du Brésil, tous accusés de terrorisme pour défendre leur droit à la terre? Si la terre est sacrée - même si la loi ne le dit pas - , ceux qui la défendent ne sont-ils pas sacrés aussi?

Selon la revue Foreign Policy, la Somalie est le lieu le plus dangereux de tous. Mais, qui sont les pirates ? Les crève-la-faim qui attaquent des bateaux, ou les spéculateurs de Wall Street qui attaquent le monde depuis des années et reçoivent à présent des récompenses multimillionnaires pour leurs efforts ? Pourquoi le monde récompense-t-il ceux qui le dévalisent ?



Pourquoi la justice ne voit-elle que d'un œil ? Wal Mart, l'entreprise la plus puissante de toutes, interdit les syndicats. McDonald's aussi. Pourquoi ces entreprises violent-elles, avec une impunité coupable, la loi internationale ? Serait-ce parce que, dans le monde actuel, le travail vaut moins que rien, et que valent encore moins les droits des travailleurs ? Où sont les justes, et où sont les injustes? Si la justice internationale existe vraiment,

pourquoi ne juge-t-elle jamais les puissants ? Les auteurs des boucheries les plus féroces ne vont pas en prison. Serait-ce parce que ce sont eux qui en détiennent les clés? Pourquoi les cinq puissances qui ont droit de veto aux Nations Unies sont-elles intouchables ? Ce droit est-il d'origine divine ? Veillent-ils à la paix, ceux qui font des affaires avec la guerre ? Est-il juste que la paix mondiale soit à charge des cinq puissances qui sont les principaux producteurs d'armes ? Sans dédaigner les narcotrafiquants, ceci n'est-il pas aussi un cas de "crime organisé" ? Mais les clameurs de ceux qui exigent partout la peine de mort ne demandent pas de punition contre les maîtres du monde. Il ne manquerait plus que ça ! Les clameurs clament contre les assassins qui utilisent des rasoirs, non contre ceux qui utilisent des missiles.

Et on se demande : si ces justiciers sont aussi follement désireux de tuer, pourquoi n'exigent-ils pas la peine de mort contre l'injustice sociale ? Est-il juste un monde qui affecte chaque minute trois millions de dollars aux dépenses militaires, tandis qu'au même moment quinze enfants meurent de faim ou de maladie guérissable ? Contre qui s'arme jusqu'aux dents la soi-disant communauté internationale ? Contre la pauvreté, ou contre les pauvres ? Pourquoi les fervents de la peine capitale n'exigent-ils pas la peine de mort contre les valeurs de la société de consommation qui portent atteinte, chaque jour, à la sécurité publique ? Ou peut-être ne pousse-t-il pas au crime, le bombardement de la publicité qui étourdit des millions et des millions de jeunes au chômage ou mal payés, leur répétant jour et nuit qu'être est avoir, avoir une automobile, avoir des chaussures de marque, avoir, avoir -et que celui qui n'a rien n'est rien ?

Et pourquoi n'introduit-on pas la peine de mort contre la mort ? Le

monde est organisé au service de la mort. Ou ne fabrique-t-elle pas la mort, l'industrie d'armement, qui dévore la plus grande partie de nos ressources et une bonne partie de nos énergies ? Les maîtres du monde condamnent seulement la violence quand ce sont les autres qui l'exercent. Et ce monopole de la violence se traduit par un fait inexplicable pour des extraterrestres, et aussi insupportable pour nous autres terriens qui voulons, contre toute évidence, survivre : nous les humains sommes les seuls animaux spécialisés dans l'extermination mutuelle, et nous avons développé une technologie de destruction qui est en train d'anéantir, au passage, la planète et tous ses habitants. Cette technologie se nourrit de la peur. C'est la peur qui invente les ennemis, et ceux-ci qui justifient le gaspillage militaire et policier. Et que penseriez-vous, tant qu'à appliquer la peine de mort, d'une condamnation à mort de la peur ? Ne serait-il pas sain de mettre un terme à cette dictature universelle des professionnels de la production d'angoisse ? Les semeurs de panique nous condamnent à la solitude, nous interdisent la solidarité : sauve qui peut, écrasez-vous les uns les autres, faites très attention, ouvrez l'œil, le prochain est toujours un danger qui guette, celui-ci va te voler, celui-là te violer, cette petite voiture d'enfant dissimule une bombe musulmane; et si cette femme, cette voisine d'aspect inoffensif te regarde, c'est sûr qu'elle te transmet la peste porcine.

Dans ce monde à l'envers, même les actes les plus élémentaires de justice et de sens commun font peur. En entamant la refondation de la Bolivie pour que ce pays de majorité indigène cesse d'avoir honte en se regardant dans le miroir, le Président Evo Morales a provoqué la panique. Ce défi était une catastrophe en regard de l'ordre traditionnel raciste, prétendument le seul possible : Evo

était et apportait le chaos et la violence et, par sa faute, l'unité nationale allait exploser, se briser en morceaux. Et quand le président équatorien Correa a annoncé qu'il se refusait à payer les dettes illégitimes, la nouvelle sema la terreur dans le monde financier, et l'Équateur fut menacé de punitions terribles pour avoir donné un si mauvais exemple. Si les dictateurs militaires et politiciens véreux ont toujours été dorlotés par la banque internationale, ne nous sommes-nous pas déjà habitués à accepter comme fatalité du destin le paiement par le peuple du gourdin qui le frappe, de la cupidité qui le pille ?

Serait-ce donc que le sens commun et la justice aient divorcé pour toujours ? Le sens commun et la justice ne sont-ils pas nés pour marcher ensemble, collés l'un à l'autre ? Ne relève-t-elle pas du sens commun, mais aussi de la justice, cette devise des féministes qui disent que l'avortement serait libre si nous, les mâles, pouvions tomber enceints^[2] ? Pourquoi ne légalise-t-on pas le droit à l'avortement ? Serait-ce parce qu'il cesserait alors d'être le privilège des femmes qui peuvent le payer et des médecins qui peuvent le faire payer ? La même chose se passe avec un autre cas scandaleux de négation de justice et de sens commun : pourquoi ne légalise-t-on pas la drogue ? Peut-être n'est-elle pas, comme l'avortement, un sujet de santé publique ? Et le pays qui contient le plus de toxicomanes, quelle autorité

morale a-t-il pour condamner ceux qui approvisionnent leur demande ? Et pourquoi les grands médias, si voués à la guerre contre le fléau de la drogue, ne disent-ils jamais que presque toute l'héroïne consommée dans le monde provient d'Afghanistan ? Qui commande en Afghanistan ? N'est pas un pays militairement occupé par le pays messianique qui s'attribue la mission de nous sauver tous ? Pourquoi ne légalise-t-on pas les drogues une bonne fois pour toutes ? Ne serait-ce pas parce qu'elles fournissent le meilleur prétexte pour les invasions militaires, en plus d'offrir les profits les plus juteux aux grandes banques qui de nuit fonctionnent comme blanchisseries ?

Maintenant le monde est triste parce que moins de voitures se vendent. Une des conséquences de la crise mondiale est la chute de l'industrie prospère de l'automobile. Si nous avons quelque reste de sens commun, et un petit quelque chose de sens de la justice, ne devrions-nous pas fêter cette bonne nouvelle ? Ou peut-être la diminution des automobiles n'est-elle pas une bonne nouvelle pour la nature -qui sera un peu moins empoisonnée-, et pour les piétons -qui mourront un peu moins ?

La Reine a expliqué à Alice - celle de Lewis Carroll- comment fonctionnait la justice au Pays des Merveilles :

-Voilà !- dit la Reine -. Il est en prison, à purger sa peine ; mais le jugement ne commencera pas avant

mercredi prochain. Et évidemment, à la fin, le crime sera bien commis.

Au Salvador, l'Archevêque Oscar Arnulfo Romero a prouvé que la justice, comme le serpent, mordait seulement les va-nu-pieds. Il est mort par balles pour avoir dénoncé que, dans leur pays, les va-nu-pieds naissaient condamnés d'avance, par délit de naissance. Le résultat des élections récentes au Salvador n'est-il pas, d'une certaine manière, un hommage ? Un hommage à l'archevêque Romero et aux milliers comme lui qui sont morts en luttant pour une justice juste dans le royaume de l'injustice ? Parfois les histoires de l'Histoire terminent mal; mais l'Histoire, elle, ne termine pas. Quand elle dit adieu, ce n'est qu'un au revoir.

Traduit par Thierry Pignolet.

Source: Tlaxcala

Notes

[1] NdT : par l'utilisation du terme zapatista, Eduardo Galeano réalise en espagnol un jeu de mots intraduisible en français. Par là, l'auteur adresse un clin d'œil à la filiation en espagnol du mot zapatista avec zapato, en français chaussure -le lancer de chaussures sur Bush-, tout se référant à l'Armée Zapatiste de Libération Nationale -en espagnol Ejército Zapatista de Liberación Nacional ou EZLN-, groupe révolutionnaire symbole de la lutte altermondialiste basé au Chiapas, État du Mexique.

[2] L'adjectif « enceint » semble ne pas exister en français. Serait-ce que la langue française est plus machiste que l'espagnole ?

Crise économique et lutte de classe

extraits de l'article *D'une crise à l'autre : 1929 = 2008 ?* de Vincent Gouysse (22/05/2009)

Dans notre étude Impérialisme et anti-impérialisme, nous avons montré que l'essor de l'impérialisme chinois amènerait nécessairement à la débâcle économique de ses concurrents les plus puissants et remettrait à l'ordre du jour, au sein même des métropoles des pays

impérialistes en déclin, la question de la nécessité immédiate de la révolution socialiste.

Aujourd'hui, plus personne ne conteste le leadership industriel et financier croissant de l'impérialisme chinois que le début de la crise économique a encore rendu plus

évident. Les marionnettes politiques des pays impérialistes concurrents de la Chine sont elles-mêmes aujourd'hui contraintes de reconnaître le rôle moteur de l'économie chinoise au sein de l'économie mondiale et la gravité de la crise économique actuelle.

Confrontés à des bouleversements qui semblent les dépasser, les dirigeants des pays impérialistes concurrents de la Chine reconnaissent aujourd'hui "naviguer à vue".

Mais tous les représentants officiels des pays impérialistes en déclin n'affichent pas le même optimisme que celui (encore) de rigueur aux USA.

Ainsi, François Fillon, le premier ministre français a déclaré que cette année serait « une année de crise longue et dure », avant d'ajouter qu'il n'y avait « aucun plan de relance qui permettra d'éviter la crise » et que « personne aujourd'hui ne peut savoir quand on sortira de cette crise ». (E24.fr, 03/03/2009)

Parmi les monopoles des pays impérialistes en déclin, la débâcle économique est également palpable. En janvier, INTEL avait annoncé la fermeture de plusieurs usines, dont deux aux USA, des fermetures lourdes de sens selon les analystes bourgeois eux-mêmes :

« Les fermetures devraient être graduée et se terminer fin 2009. Cette date est intéressante, car elle montre qu'Intel pense que la crise économique aura des effets suffisamment longs pour prendre une décision qui aura des conséquences jusqu'en 2010 et même plus. En effet, rouvrir une usine n'est pas une mince affaire et INTEL ne les aurait pas fermés s'il pensait devoir les rouvrir immédiatement. » (Presence-pc.com, 23/01/2009)

Pour Carlos Ghosn, patron de Renault, la crise économique n'en est qu'à ses débuts et risque de mettre à rude épreuve les derniers lambeaux d'industries des économies de bazar :

« Le creux de la vague est sans doute à venir et la crise ne sera pas de courte durée (...) 2009 et 2010 s'annoncent difficiles, voire décisives pour notre industrie. C'est bien la survie d'un certain nombre de constructeurs, fournisseurs et

distributeurs qui est en jeu dans les mois à venir ». (Reuters, 20/01/2009)

Seuls les réformistes qui pullulent à « gauche » et à « l'extrême gauche » peuvent continuer aujourd'hui de proposer des "solutions" semblables à celles du PS. Ces revendications ne font que faire écho à celles du mouvement spontané de la rue, qui confronté à la baisse de ses revenus, demande qu'on y remédie par des hausses de salaire ! Au début de l'année, le PS avait proposé un contre-plan de 50 milliards d'euros comprenant notamment le versement d'une prime de 500 euros aux bénéficiaires de la prime pour l'emploi et des minima sociaux, une hausse du SMIC de 30 euros net, une baisse de un point de la TVA, la mise en chantier de 300 000 logements sociaux et la création de 200 000 emplois subventionnés. (Reuters, 21/01/2009)

Les propositions du PS sont de toute évidence celles de démagogues éhontés ou de bien piètres économistes bourgeois ! Les rêves de relance de ceux-là ont pour origine l'ignorance crasse de toute notion d'économie politique. La mise en œuvre de ce "contre-plan" aboutirait en effet à aggraver l'endettement de l'État bourgeois et à dégrader encore un peu plus le degré de compétitivité déjà insuffisant de la main-d'œuvre française !

Le premier ministre disait non sans raison que ce genre de « revendications irréalistes » « semblent ignorer totalement la crise » : « chacun réclame toujours plus alors que l'État est à la limite de ses moyens ». (AP, 03/03/2009)

Pour ceux, plus "réalistes" qui ont compris cette évidence, il ne reste alors plus qu'à se laisser aller à la collaboration de classe ouverte et à se joindre au chœur de lamentations de la bourgeoisie qui se demande comment elle va bien pouvoir amener ses esclaves à accepter de se

serrer la ceinture sans qu'ils n'opposent trop de résistance.

Mais accepter de courber la tête en espérant que les choses s'arrangeront d'elles-mêmes, c'est également contribuer à creuser sa propre tombe.

Face à la crise, la concurrence augmente entre les entreprises d'une même branche et les pousse à renforcer la pression sur le marché de la force de travail. Les travailleurs de Continental en ont récemment fait l'expérience : après avoir accepté en 2007 de repasser aux 39 heures, ils se sont vus annoncer que l'usine restait l'une des moins concurrentielles du groupe. Ainsi, la direction de Continental a annoncé qu'elle allait réduire ses surcapacités de production en commençant par fermer ses usines de Clairoux et de Hanovre, totalisant 1900 salariés. Les salariés français ont alors crié à la trahison.

Mais en acceptant de suivre la bourgeoisie, ils se sont trahis eux-mêmes, en tant que classe : en se résignant à travailler plus en espérant qu'ainsi ils pourraient conserver leurs emplois, ils ont contribué à exacerber la concurrence sur le marché de la vente de la force de travail. En acceptant des baisses de salaire, les travailleurs font concurrence à leurs frères et sœurs de classe travaillant dans des entreprises concurrentes. En effet, quand les salaires baissent, les débouchés se contractent, amplifiant ainsi les difficultés économiques des entreprises. Les entreprises concurrentes, qui voient leur situation doublement aggravée — par la réduction absolue et relative des débouchés —, ne restent évidemment pas les bras croisés et poussent à leur tour leurs propres esclaves salariés à accepter de gagner moins pour avoir le droit de continuer à payer leurs crédits. L'option qui devait initialement permettre au capitaliste individuel de surmonter la crise a en

fin de compte contribué à l'aggraver pour l'ensemble de la classe capitaliste. Quant aux travailleurs, la concurrence à augmenté entre eux et ils vivent désormais encore plus misérablement qu'avant !

Ce qui vaut sur le marché du travail dans le cadre d'un pays vaut pour le marché international de la vente de la force de travail. Face à la crise, les pays bourgeois ont pour seule option de proposer une force de travail moins chère que la concurrence afin d'espérer regagner des parts de marché et renouer avec la croissance. Ainsi, dans les pays dépendants ateliers, pour proposer au capital étranger une main-d'œuvre concurrentielle et attirer les investissements étrangers, la bourgeoisie compradore doit donc abaisser le niveau des salaires réels sur son territoire. À l'instar des pays ateliers de l'Asie du Sud-est en 1997, la bourgeoisie compradore polonaise vient de dévaluer de 30 % sa monnaie par rapport à l'Euro, adoptant ainsi un modèle de relance basé sur « la maîtrise de la dette publique » et « une forte dévaluation de la monnaie nationale ». De l'aveu même des analystes bourgeois, ces choix avaient abouti à « des coupes claires dans les dépenses publiques » et à « une hausse du coût de la vie dans chacun de ces pays », ce qui « contribua à soutenir les exportations ». (La Pologne prend exemple sur la Corée du Sud, Le Monde.fr, 20/04/2009)

Et le cas polonais n'est pas l'exception, mais la règle.

Face à la contraction des débouchés et à l'intensification de la concurrence chinoise, les pays impérialistes d'Europe se voient aujourd'hui contraints de venir au secours de leurs pays dépendants ateliers dont l'industrie a été mise à rude épreuve. Ainsi, la Banque européenne pour la Reconstruction et le Développement (BERD), la Banque européenne

d'investissements (BEI) et une filiale du Fonds monétaire international (FMI) ont annoncé qu'ils travaillaient à « un plan de soutien aux banques est-européennes » visant à « recapitaliser les sociétés-mères des banques est-européennes en difficulté, pour l'essentiel des établissements autrichiens, allemands, français, italiens et belges, à charge pour elles de soutenir leurs filiales en Europe de l'Est sous le contrôle des banques centrales des pays concernés », « car il y a des pays comme l'Ukraine qui sont au bord du gouffre ». La BERD a estimé le montant de ce plan de soutien à 150 milliards d'euros. (Les banques de l'Europe de l'Est bientôt aidées, NouvelObs.com, 19/02/2009) Confrontés à la menace de la destruction des capitaux investis dans les pays ateliers est-européens, les pays impérialistes européens sont contraints de piocher dans la caisse du club européen pour soutenir les banques est-européennes, et donc les industries qu'elles détiennent à travers elles. Afin de pouvoir financer ces nouvelles dépenses, la BCE a encore baissé son taux directeur de refinancement d'un quart de point à 1,0 %. (Reuters, 07/05/2009)

Bien évidemment, des conditions seront posées à ce sauvetage : les investisseurs étrangers ne vont pas indéfiniment renflouer l'économie de ses pays ateliers sans exiger des bourgeoisies compradores qu'elles fassent un effort pour y améliorer la compétitivité de la main-d'œuvre. Et c'est là qu'interviendront des plans d'austérité semblables à celui adopté par la bourgeoisie compradore polonaise ! Quand en novembre 2008 le FMI avait accordé à l'Ukraine une première enveloppe de 13 milliards d'euros, le paiement de la deuxième tranche de cette aide avait été « entravé par les conflits récurrents entre les dirigeants ukrainiens sur les réformes de structure exigées par le

FMI »... Rien d'étonnant à cela : les banques étrangères ne pourront sans cesse venir au secours de leurs investissements ! Il demeure donc essentiel de les rendre à nouveau rentables face à la concurrence de la main-d'œuvre chinoise, nécessitant ainsi un nouveau sacrifice des travailleurs est-européens !

Mais ce qu'oublie ces analystes bourgeois, c'est que l'exacerbation de la concurrence entre les pays ateliers est-européens et l'impérialisme chinois ne peut se traduire que par une aggravation supplémentaire de la contraction des débouchés ! Rien d'étonnant dans ces conditions que la production mondiale d'acier se soit contractée de 3 % en avril par rapport au mois précédent, mais pas au bénéfice du club impérialiste européen : la production d'acier de l'UE (27) s'est contractée à un rythme plus de deux fois supérieur à celui de l'impérialisme chinois !

De toute évidence, aucune des deux "solutions" mises en avant par les bourgeois et les petit-bourgeois ne permettra aux pays impérialistes concurrents de la Chine de rester debout.

C'est donc aux travailleurs de se sauver eux-mêmes en mettant en place une véritable solution à une crise d'une nature et d'une ampleur sans précédent connu.

Interrogé sur la multiplication des fermetures d'entreprises et en particulier sur le cas de l'usine Continental, le Premier ministre français a assuré que le gouvernement faisait « tout son possible » pour « trouver des solutions aux problèmes que rencontrent les entreprises ». Pour autant, « le rôle de l'État, ce n'est pas de gérer l'entreprise à la place des entreprises ». (AP, 03/03/2009)

Il faudrait alors en effet admettre que la propriété collective sur les moyens de production caractérisant

l'économie planifiée du socialisme sert à quelque chose !

Et pourtant, chaque jour qui passe, l'État impérialiste donne des exemples de son interventionnisme dans les affaires des monopoles nationaux, incapables de trouver des débouchés. L'État bourgeois intervient alors pour chercher une solution aux problèmes que les capitalistes individuels ont été incapables de résoudre eux-mêmes, — en vain, évidemment, puisqu'il se garde bien de remettre en cause les rapports de production bourgeois ! Au cours des derniers mois, l'État impérialiste français est ainsi venu à maintes reprises au secours des banques, des constructeurs automobiles et d'Airbus ! L'État bourgeois intervient quand la bourgeoisie impérialiste le lui demande pour défendre ses intérêts.

L'actualité récente tend à montrer que le prolétariat commence à chercher d'autres solutions que les fausses solutions proposées par les représentants officiels de la bourgeoisie et des syndicats de collaboration de classe.

Au cours de ces derniers mois, au sein des dernières grandes concentrations de prolétaires industriels, on a assisté à la naissance de mouvements plus radicaux cherchant à s'opposer à la destruction des emplois. Ces mouvements ont ainsi abouti à la séquestration des administrateurs bourgeois nommés par des monopoles internationaux. L'exemple le plus médiatisé est celui de l'usine de Caterpillar.

À la fin janvier, devant la baisse de 32 % de son bénéfice au quatrième trimestre 2008, la direction de Caterpillar avait annoncé la suppression de 20 000 emplois dans le monde (dont 800 salariés aux USA et plus de 700 salariés dans son usine française), soit 18 % de ses effectifs. Face à cet effondrement, il était nécessaire pour le groupe de

réduire ses charges fixes pour espérer ne pas être en déficit en 2009. Devant cette annonce et le refus des administrateurs français du groupe de négocier quoi que ce soit, les ouvriers du site français (qui totalisait 2700 salariés) ont décidé que face à l'autisme de la direction, il fallait donner un coup de pouce à la négociation en retenant prisonniers les administrateurs français. Cette affaire a évidemment beaucoup fait de bruit dans les milieux politiques et syndicaux bourgeois.

Pour les réformistes, tel Bernard Thibault, ces séquestrations « sont défendables tant que l'intégrité physique des patrons n'est pas menacée ». (Reuters, 10/04/2009) Et cet avis est loin d'être isolé, comme le prouve un récent sondage effectué par le CSA (Le Parisien, 07/04/2009) selon lequel 45 % des sondés jugent « acceptable » la séquestration des patrons. Pour les réformistes, ces actions spontanées seraient provoquées par l'absence ou l'inefficacité du dialogue social dans les entreprises et à l'échelle nationale.

Pour la bourgeoisie, ces séquestrations qui s'apparenteraient même à des « prises d'otage » sont évidemment inacceptables. Il faut dire que selon les organisations patronales « cette pratique dissuade les entreprises étrangères d'investir en France », ce qui « ne serait pas à l'avantage ni de la France ni des salariés ». (Reuters, 09/04/2009)

Ces actions spontanées, perçues par la bourgeoisie comme une preuve de la radicalisation du prolétariat, représentent la frontière entre un mouvement spontané de caractère réformiste et un mouvement spontané de caractère révolutionnaire.

D'un côté, ces actions restent prisonnières du cadre du réformisme bourgeois dont a été massivement infecté le prolétariat des métropoles impérialistes : ainsi, on séquestre

gentiment son patron pour le forcer à rester assis à la table des négociations afin de maintenir les chaînes dorées de l'esclavage salarié !

De l'autre côté, ces actions marquent un pas vers la rupture d'avec le mouvement réformiste : le dialogue salarié-patronat étant devenu impossible par les moyens conventionnels du démocratisme bourgeois et du syndicalisme de collaboration de classe, les esclaves salariés sont prêts à déborder de ce cadre du strict respect du réformisme et du légalisme bourgeois, et essaient de trouver une réponse à la violence sociale et économique qu'exercent sur eux les rapports de production bourgeois... mais restent encore pour l'heure encore prisonniers de l'horizon du pacifisme bourgeois auxquels sont si attachés la bourgeoisie et ses alliés réformistes !

Ces actions font donc penser à celles d'un prisonnier qui serait parvenu à sortir de sa cellule et qui menacerait son geôlier afin d'obtenir de lui l'amélioration de ses conditions de détention, plutôt que de chercher à s'évader de sa prison pour enfin vivre à l'air libre !

Le nœud du problème est le suivant : tant que le prisonnier garde l'espoir de retrouver les conditions de détention relativement confortables auxquelles il s'était accommodé, il ne cherche pas à s'évader de sa prison pour forger enfin sa propre liberté, d'autant que pour l'immense majorité des esclaves salariés, la prison dans laquelle ils vivent est semblable à la caverne de Platon.

Seuls les marxistes-léninistes peuvent démontrer aux travailleurs que la bourgeoisie des pays impérialistes en déclin est en train de briser les chaînes dorées de l'esclavage salarié, non pas parce qu'elle ne veut plus les entretenir, mais parce qu'elle n'en a plus les moyens. Seuls les marxistes-

léninistes sont en mesure de prouver aux travailleurs qu'aujourd'hui leur choix se résume soit à accepter la tête baissée une dégradation sans précédent de leurs conditions d'exploitation, soit à s'organiser et à se battre pour renverser cette société qui est en train de réduire à néant le confort auquel ils s'étaient habitués et qui ne pourra bientôt plus ne serait-ce qu'assurer le pain de ses esclaves !

Face à l'aggravation de la crise économique — qui ne fait pourtant que débiter ! —, on assiste déjà aux prémises de bouleversements que nous avons évoqués un peu plus haut :

* Les travailleurs dénués de toute perspective d'avenir deviennent les victimes de trafics en tout genre, à l'instar de ceux de la Russie post-social-impérialiste. Ainsi, en Espagne, les esclaves salariés traversant de graves difficultés économiques cherchent désormais à se vendre morceau par morceau, espérant tirer un bon prix de la vente de leurs organes. Il faut dire ne qu'ils n'ont guère l'espoir de parvenir à trouver un débouché pour la vente de leur force de travail : à la fin du premier trimestre 2009, le taux de chômage officiel se montait à 17,4 %, alimenté par une « contraction sans précédent depuis 1945 du PIB espagnol ». (Reuters, 29/04/2009)

* La bourgeoisie impérialiste commence à comprendre qu'elle doit sacrifier la petite bourgeoisie sur l'autel de la survie de ses monopoles. Cette décision est lourde de dangers, la petite bourgeoisie ayant des décennies durant constitué son principal soutien social. Ainsi, afin de tenter de résorber le chômage qui a explosé au cours des derniers mois, le gouvernement français a créé un nouveau statut destiné aux travailleurs sans le sou, celui d'auto-entrepreneur. Alors que plus de 150 000 ex-salariés ont déjà adopté ce statut d'auto-entrepreneur, attirés

par la possibilité de devenir "son propre patron" avec des formalités d'inscription simplifiées et des cotisations salariales comprises entre 12,0 et 21,3 % du chiffre d'affaires — ce dernier étant plafonné entre 32 000 à 80 000 euros selon les secteurs —, les artisans (soumis à un taux de cotisations de 45 %) dénoncent déjà la « concurrence déloyale » que ces nouveaux travailleurs vont leur faire. (Reuters, 09/04/2009) La crise va donc amener rapidement une décomposition sans précédent d'éléments petit-bourgeois.

Dans ce contexte, il est évident que la bourgeoisie impérialiste et la bourgeoisie compradore des pays les plus éprouvés par la crise vont devoir faire face à une contestation sociale grandissante.

Sans aucun doute, la bourgeoisie impérialiste chinoise est à l'avant-garde du mouvement visant à tenter de désamorcer les conflits sociaux que la crise menace de faire exploser dans le monde. Selon le Hurun 2009 Wealth Report, la Chine compte actuellement plus de 825 000 personnes disposant d'une fortune financière supérieure à 10 millions de yuans (soit plus d'un million d'euros). À elles seules, Pékin et Shanghai concentrent près du tiers des effectifs de la grande bourgeoisie chinoise. Enfin, 16 % des millionnaires chinois (soit 132 000) disposent même d'une fortune supérieure à 100 millions de yuans. (Xinhua, 16/04/2009)

Soucieuse de traverser la crise sans trop mécontenter les travailleurs chinois, la bourgeoisie impérialiste chinoise a décidé de se montrer un peu plus honnête que ses concurrentes. Le fait que la crise économique ait débuté aux USA est pour elle d'un grand secours et lui permet de dire qu'elle n'est pas responsable de la crise actuelle, mais que devant cette situation difficile, elle fera malgré tout tout son

possible. La bourgeoisie chinoise est donc en position de force par rapport à ses concurrentes des pays impérialistes en déclin dont les élites sont de plus en plus désignées responsables de la crise économique. Même confrontée à une situation économique difficile, elle sait qu'elle aura moins tendance à être visée directement par le mécontentement populaire, à plus forte raison encore si elle sait apparaître comme laborieuse et économe aux yeux des masses exploitées. Wen Jiabao, le premier ministre chinois, a ainsi déclaré dernièrement :

« La crise financière, d'une ampleur rare au cours des 100 dernières années, continue à se répandre et n'a pas atteint son étiage ». (Reuters, 28/02/2009)

C'est aussi dans cette optique que le premier ministre chinois a exigé que « le gouvernement devienne un exemple de frugalité », avec pour objectif de réduire drastiquement les frais de réception et le budget d'achat de voitures destinées aux fonctionnaires gouvernementaux. (Xinhua, 25/03/2009)

De tous les pays impérialistes, la bourgeoisie impérialiste chinoise est sans aucun doute celle qui dispose de la plus riche expérience dans la canalisation de la contestation sociale.

La bourgeoisie monopoliste d'État chinoise s'est ainsi clairement fixé pour objectif de ne surtout pas dépasser la barre des 4 % de taux de chômage urbain, optant pour le maintien dans les zones rurales des travailleurs migrants surnuméraires. Elle sait bien que le chômage urbain structurel de masse est bien plus dangereux, à plus forte raison encore dans des grandes villes industrielles très répandues en Chine, que le sous-emploi massif dans les campagnes. Mater des révoltes rurales localisées de travailleurs migrants ou de paysans pauvres est beaucoup plus

aisé et moins dangereux pour la stabilité sociale et politique du pays que de mater des grèves ou des insurrections organisées par un prolétariat industriel concentré ! En maintenant le taux de chômage urbain à un faible niveau, l'impérialisme chinois se donne toutes les chances pour détourner la lutte de classe sur les rails du réformisme !

L'impérialisme chinois dispose également d'un autre atout de taille pour s'assurer d'un large soutien débordant largement le cadre des classes exploiteuses. S'appuyant sur le legs d'une révolution bourgeoise anti-coloniale et anti-féodale qui a réellement amélioré les conditions de vie du peuple chinois et experte dans l'art de donner des airs "marxistes-léninistes" à son nationalisme, la bourgeoisie monopoliste d'État chinoise sait qu'elle peut compter sur la construction d'une fierté nationale pour fédérer les classes. Ainsi une chanson folklorique du Shanxi (CCTV-F, 07/05/2009) proclame :

«Les gens d'ici aiment autant la paix, que leur pays natal.
Ils chantent autant cette nouvelle vie, que le Parti Communiste.
Le président Mao Zedong,
le Parti communiste,
nous vivons de mieux en mieux».

Trois décennies de croissance économique fulgurante et les nombreux succès obtenus par les monopoles chinois dans un nombre croissant d'industries de pointe résonnent aujourd'hui dans les médias chinois comme la revanche — ou tout au moins la juste récompense —, d'un peuple à la

réputation humble et laborieuse recueillant finalement les fruits de son travail. Il n'est pas difficile aujourd'hui à l'impérialisme chinois de faire ce que la bourgeoisie et les social-chauvins ont fait un siècle durant dans les pays impérialistes : cultiver les sentiments nationalistes afin de reléguer au second plan les contradictions sociales !

Ainsi, le vice-président chinois a déclaré dernièrement au cours d'une réunion tenue à Pékin dans le cadre de la préparation de la Fête du Travail que face à la crise, « la classe ouvrière » devait être « la force principale de la garantie de la croissance économique, de l'amélioration du niveau de vie du peuple et du renforcement de la stabilité sociale ». Puis il a ajouté au sujet des « travailleurs modèles » :

« Tout type de travail est glorieux et mérite le respect de toute la société. Le Parti et le peuple se souviendront d'eux, et ils auront toujours leur place dans l'histoire du pays ». (Xinhua, 28/04/2009)

Quelques jours après, à l'occasion de la Fête du Travail, le premier ministre chinois déclarait aux ouvriers construisant le métro de Pékin « que toutes les difficultés pourraient être vaincues à condition que le peuple fasse preuve de confiance, que la direction du Parti communiste chinois (PCC) et du gouvernement fasse preuve de fermeté et que la population unisse ses efforts ». (Xinhua, 01/05/2009)

Ce n'est donc pas un hasard si le président chinois exhorte aujourd'hui la jeunesse chinoise à faire preuve de « patriotisme », de « diligence », de

« pratique » et même de « dévotion » pour « redresser la nation chinoise » et « assumer avec courage leur mission historique et travailler dur avec toute la nation pour édifier le socialisme à la chinoise ». (Xinhua, 02/05/2009)

L'avènement de ce "socialisme" pourrait effectivement arriver très bientôt si la bourgeoisie chinoise parvient à limiter les effets délétères accompagnant le renversement en cours du rapport de forces inter-impérialiste durant la périlleuse période de transition à venir qui suivra l'effondrement de l'impérialisme américain et de ses alliés.

Là encore, face à cette période d'instabilité économique et politique internationale sans précédent, il semble que l'impérialisme chinois essaie de prendre les devants et se prépare activement à assister à la banqueroute finale de l'économie de ses plus gros concurrents. L'impérialisme chinois a ainsi commencé à se constituer des réserves de marchandises d'importance stratégique, à l'instar du cuivre qui est utilisé dans de nombreuses branches des économies modernes : alliages métalliques, électronique, construction. Les analystes bourgeois ont ainsi remarqué, non sans cacher leur inquiétude, qu'il était « désormais impossible de déterminer combien de tonnes de métal rouge Pékin a acheté, le Bureau des réserves d'État chinois ayant décidé de garder cette information secrète »... (Le Journal des Finances, 24/03/2009)

Proche-Orient - Netanyahu prêt à accepter un État palestinien si...

Dans son premier discours de politique étrangère, le Premier ministre israélien s'est dit prêt à accepter la création d'un État palestinien démilitarisé qui reconnaîtrait Israël comme État juif.

Il a en revanche exclu un gel de la colonisation dans les Territoires palestiniens occupés comme le réclame la communauté internationale.

Netanyahu accepte pour la 1ère fois un État palestinien

Dans son premier discours de politique étrangère depuis les élections de février dernier, le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu s'est dit prêt dimanche à accepter la création d'un État palestinien démilitarisé qui reconnaîtrait Israël comme l'État du peuple juif. "Si nous obtenons cette garantie de démilitarisation et les dispositions qu'Israël requiert en matière de sécurité, et si les Palestiniens reconnaissent Israël en tant que nation du peuple juif, nous serons prêts à un véritable accord pour parvenir à la solution d'un État palestinien démilitarisé aux côtés de l'État juif", a-t-il déclaré lors de ce discours très attendu, prononcé à l'université Bar Ilan, dans la banlieue de Tel Aviv. "A chacun a son drapeau, à chacun son hymne (...). Le territoire alloué aux Palestiniens sera sans armée, sans contrôle de l'espace aérien, sans entrée d'armes, sans la possibilité de nouer des alliances avec l'Iran ou le Hezbollah", a-t-il ajouté. Une idée qu'il refusait encore il y a trois mois.

Le Premier ministre israélien a en revanche exclu un gel de la colonisation dans les Territoires palestiniens occupés, en dépit des pressions américaines, n'acceptant ainsi qu'une des deux exigences de Barack Obama, formulées notamment lors de son discours de réconciliation avec le monde musulman le 4 juin au Caire. "Je ne souhaite pas faire construire de nouvelles colonies ou confisquer des terres à cette fin mais il faut permettre aux habitants des implantations de vivre normalement", a-t-il affirmé, excluant ainsi l'arrêt de la construction dans les colonies existantes pour répondre aux besoins de la "croissance naturelle".



Une idéologie "raciste et extrémiste"

A nouveau, Benjamin Netanyahu, qui a pris début avril les rênes d'un gouvernement très ancré à droite, s'est dit prêt à rencontrer les chefs d'État et de gouvernement des pays arabes et a exhorté l'Autorité palestinienne à reprendre immédiatement les négociations de paix. Abordant l'épineuse question du droit au retour des réfugiés palestiniens de 1948, il s'y est opposé, comme ses prédécesseurs. "Le problème des réfugiés palestiniens doit être résolu hors des frontières de l'État d'Israël. Sur ce point, il existe un consensus international", a-t-il tranché. "Je crois qu'avec de la bonne volonté et des investissements internationaux, on peut résoudre une fois pour toutes ce problème humanitaire."

Jérusalem, autre point-clé du processus de paix, doit rester la capitale indivisible d'Israël, a poursuivi le chef de file du Likoud, qui a en outre invité l'Autorité palestinienne à vaincre le Hamas, seule maître de la bande de Gaza depuis juin 2007. "Ils doivent choisir entre la voie de la paix et celle du

Hamas. L'Autorité palestinienne doit faire régner l'ordre public (...) et triompher du Hamas. Israël ne négociera pas avec des terroristes voués à sa destruction", a lancé le Premier ministre, dont le discours a été jugé très négatif à Ramallah.

"Les propos de Netanyahu ont sapé toutes les initiatives, paralysé tous les efforts en cours et défié les positions palestiniennes, arabes et américaines", a déploré Nabil Abou Rdainah, porte-parole du président de l'Autorité palestinienne. Mahmoud Abbas a jugé la reprise des négociations inutiles tant que Benjamin Netanyahu ne se sera pas rallié au principe d'un État palestinien et à un gel de la colonisation. Le porte-parole du Hamas islamiste, Fawzi Barhoum, a pour sa part estimé que "ce discours reflète l'idéologie raciste et extrémiste de Netanyahu et fait fi de tous les droits du peuple palestiniens". Le président américain Barack Obama a lui salué "l'important pas en avant" constitué selon lui par le discours du Premier ministre israélien.

(D'après agence)

Pour ceux qui ont « oublié » : La contribution soviétique à la victoire de 1945 !



Offensive soviétique appuyée par les fameux chars T-34

Pendant près de 4 ans, du 22 juin 1941 au 9 mai 1945, le front germano-soviétique fut le front principal de la Seconde Guerre mondiale. Il s'étendait sur 6 200 Km. Sur ce front immense, l'Union soviétique, dirigée par le Parti communiste et Joseph Staline, y affronta seule à seule l'Allemagne hitlérienne, résista aux coups des hordes fascistes, stoppa leur avance et les refoula. Vingt millions de vies humaines sur les 50 millions emportées au total dans la dernière guerre, tel fut le tribut du peuple soviétique sur le fascisme. Le défilé de la Victoire sur la place Rouge à Moscou, le 24 juin 1945, fut véritablement triomphal. Son moment culminant fut le dépôt, au pied du Mausolée de Lénine, sous les roulements des tambours, des étendards des divisions vaincues du Reich. Il fut difficile ce chemin vers la Victoire. Le retracer contribuera à rappeler que l'URSS a largement contribué à la défense de "la liberté", de "la démocratie", des "droits de l'homme" et que ses peuples en ont fortement payé le prix. C'est une vérité historique et un devoir de ne pas l'oublier ! Stalingrad est un nom glorieux que l'on ne réussira jamais à rayer de l'Histoire des peuples ! Si aujourd'hui encore les chantres de l'Occident peuvent chanter leurs couplets sur la "liberté", c'est aussi en grande partie grâce à l'Union soviétique: Hitler voulait en effet bâtir son empire capitaliste, raciste et fasciste pour 1 000 ans, de l'Atlantique à l'Oural !

La production d'acier fond à vue d'œil



La sidérurgie est l'une des industries les plus touchées par la crise. Voici les changements intervenus, au cours des derniers mois du développement impérialiste, dans la production mondiale de l'acier.

Un petit tour d'horizon qui nous rend compte de l'ampleur des dégâts.

Les 66 pays membres de la fédération mondiale de l'acier ont produit un total de 95,6 millions de tonnes en mai, 21% de moins qu'en mai 2008, indique la fédération professionnelle dans un communiqué.

Sous l'effet de la crise économique, la production mondiale a reculé chaque mois, depuis le début de l'année, de plus de 20%. En avril, la chute avait été de 23,6%, après un recul de 23,5% en mars.

Les derniers chiffres publiés portent donc à 22,4% la chute enregistrée sur les cinq premiers mois de l'année 2009 la production a atteint, sur cette période, 449 millions de tonnes contre 579 millions de tonnes un an plus tôt.

Confrontés à la réduction d'activité de leurs principaux clients,

comme l'automobile et la construction, les sidérurgistes ont été contraints depuis plusieurs mois à réduire leur production, à l'image du N°1 mondial ArcelorMittal qui fait tourner ses usines à moitié de leurs capacités.

Au total, l'Asie, de très loin la première région en termes de fabrication d'acier, a quand même vu sa production reculer de 7% en mai, surtout à cause d'une forte chute de la production japonaise.

Dans l'UE, la chute est toujours beaucoup plus marquée, avec un effondrement de 44,8% à 10,5 millions de tonnes, dont un repli de 47,8% en Allemagne et de 41,3% en France. La Russie et les républiques de l'ex-URSS ont vu la leur reculer de 33,6% à 7,6 millions de tonnes. Comme en Europe, la production d'Amérique du Nord a été réduite de presque la moitié en avril (-47,8% sur un an), à 6,2 millions de tonnes: sa baisse atteint 50,6% aux États-Unis et 49% au Canada.

La World Steel Association ne donne aucune perspective pour l'ensemble de 2009, mais a prévu une baisse de 14,9% de la

consommation mondiale sur l'année en cours. La World Steel Association représente 85% de l'industrie mondiale de l'acier, soit 180 producteurs d'acier mondiaux, dont 18 des 20 plus grands.

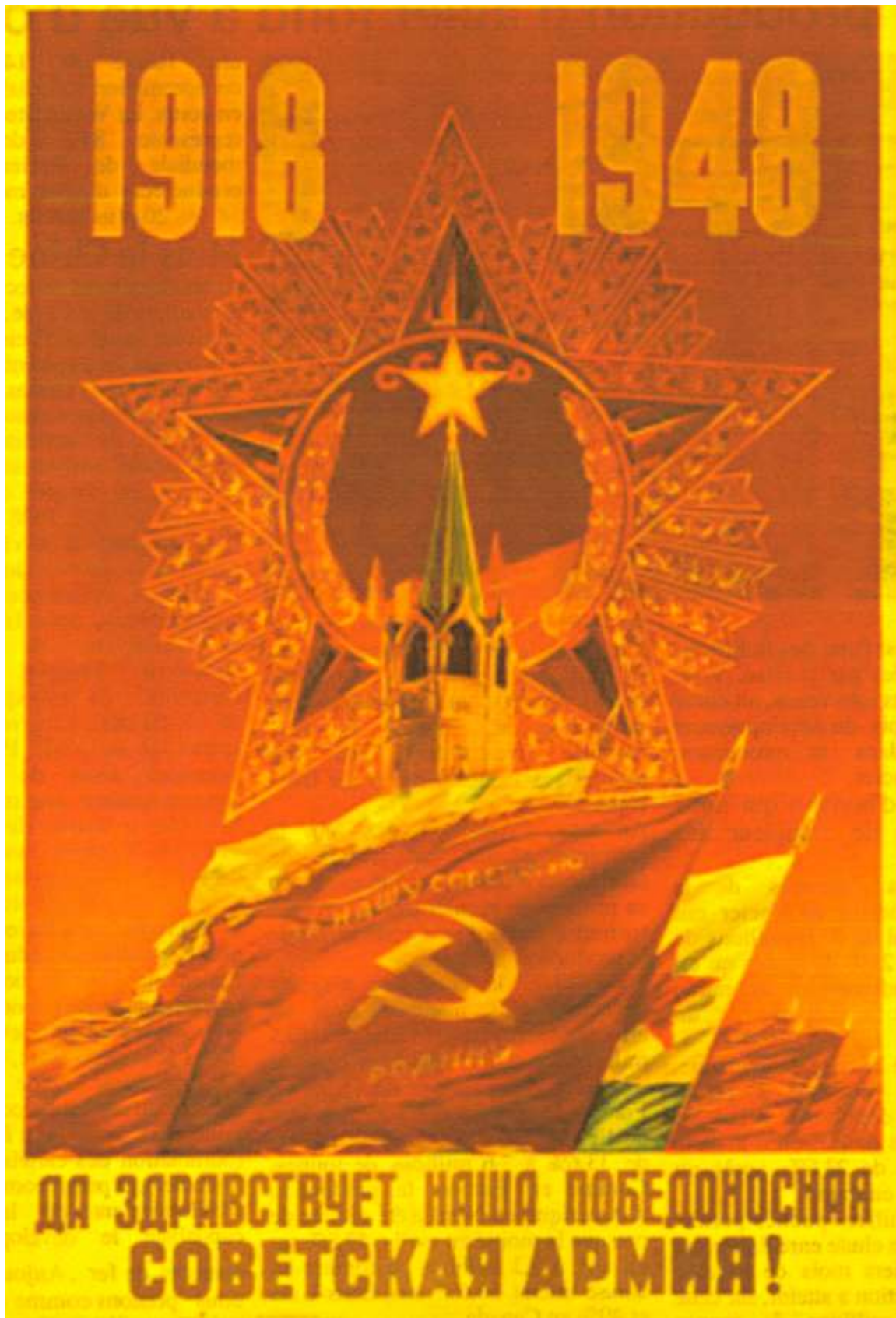
Mais la Chine résiste

Après deux mois de recul, la production de la Chine, premier fabricant mondial d'acier, est repartie à la hausse, en augmentant de 0,6% à 46,5 millions de tonnes.

La production chinoise d'acier a confirmé sa solidité avec une production annualisée en mai de 547 Mt, en hausse de 0,6% par rapport à mai 2008 et de 3,6% par rapport à avril 2009. Un résultat « impressionnant » en raison de l'effondrement de ses exportations, note Isaac Feehely, un analyste de Macquarie Research. Malgré une chute annualisée de ses exportations de 48 Mt en mai, sa production s'est appréciée de 3 Mt. Pour les cinq premiers mois de l'année, sa consommation apparente d'acier, 218 Mt, a bondi de 8,4%, tirée par ses énormes investissements dans les infrastructures et le rebond de la construction.

Si la production d'acier baisse, c'est que la production industrielle baisse également. Pour la bourgeoisie, les revenus diminuent donc et l'entretien des esclaves salariés devient inutile. Dans L'impérialisme, stade suprême du capitalisme, Lénine y donne une analyse avant tout économique des principaux traits de l'impérialisme (domination des cartels et du capital financier), et prend comme indices du développement de la production capitaliste le développement des chemins de fer. Aujourd'hui nous nous prenons comme mesures de la puissance d'un pays la production d'acier.

Dr Adélarde Paquin, éditeur



GLOIRE À NOTRE ARMÉE SOVIÉTIQUE